

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

en page 12

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**lutte  
ouvrière**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1739 - 16 novembre 2001 - prix : 9F



**À Moulinex et ailleurs**

**Interdire  
les licenciements  
en prenant  
sur la fortune  
des actionnaires**

**Après le recul des talibans**

**L'impérialisme toujours  
sans solution face au  
bourbier afghan (pages 6 et 7)**

M 6189 - 1739 - 9,00 F - 1,37 €



## SOMMAIRE

### Leur société

- 4 - Total et l'Erika
  - Manifestation pour les sans-papiers
- 5 - Le Parti Socialiste lance sa campagne
  - Un deuxième porte-avions
  - Racisme policier meurtrier
- 10 - Toulouse: toujours pas de fenêtres
  - Le plan du patron d'AZF

### Tribune

- 6 - Mille fois «non» à cette nouvelle guerre impérialiste
- ### Dans le monde
- 4 - Le crash d'un avion sur New York
  - 7 - Afghanistan: l'impérialisme toujours sans solution
    - Manifestation contre la guerre
  - 8 - OMC: l'emprise des pays riches
    - L'entrée de la Chine dans l'OMC
  - 9 - Les ouvriers chinois
    - Algérie: une catastrophe amplifiée par la désorganisation sociale

### Dans les entreprises

- 11 - SNCF Orléans-Les-Aubrais et Juvisy ligne C
  - La grève des salariés d'Exel
- 12 - Jospin-Guigou soignent les cliniques privées
  - CRAMIF 19°: des économies aux dépens des invalides
- 13 - Hôpitaux publics: pour les 35 heures il faut 10% d'embauches
  - Grève à l'hôpital René-Muret-Bigottini
  - Arlette Laguiller avec les hospitaliers
- 14 - Alstom Belfort
  - Magneti-Marelli - Amiens
  - Nestlé Beauvais
- 15 - Marignac (Haute-Garonne)
  - Grève dans un MacDo à Paris
  - Magasin Kiabi (Béziers)

### Education nationale

- 16 - Hausse de la précarité
  - Lycée Jean-Jaurès (Montreuil)



**LYON**  
Vendredi 16 novembre à 20h  
Espace Tête-d'Or  
103, boulevard Stalingrad - Villeurbanne

**CHAMBERY**  
Samedi 17 novembre à 18h  
Salle Jean-Renoir  
50, rue Nicolas-Parent (derrière la Poste)

**DUNKERQUE**  
Mardi 20 novembre à 20h  
Salle du Petit Kursaal

**NANTES**  
Jeudi 22 novembre à 20h30  
Salons Mauduit  
10, rue Arsène-Leloup (tram n°1, arrêt Chantiers-Navals)

## RÉUNIONS PUBLIQUES avec Arlette LAGUILLER

**MARSEILLE**  
Lundi 26 novembre à 19h30  
Château des Fleurs  
16, boulevard Michelet  
Métro Rond-Point-du-Prado

**CLERMONT-FERRAND**  
Mercredi 5 décembre à 20h30  
Maison du Peuple  
Place de la Liberté

**TROYES**  
Jeudi 6 décembre à 20h  
Salle Jean-Jaurès  
Bourse du Travail

**SAINT-BRIEUC**  
Vendredi 7 décembre à 20h30  
Salle Equinoxe - Brézillet

**METZ**  
Dimanche 9 décembre à 16h  
Salle Braun - 16, rue Mozart

**MONTPELLIER**  
Vendredi 14 décembre à 19h  
Salle Pelloutier  
Maison des syndicats  
Avenue Léon-Blum  
Quartier Antigone  
Tram arrêt Léon-Blum

## PARE

# Les patrons attaquent, le gouvernement laisse faire

L'UNEDIC, qui prévoyait un excédent de 1,4 milliard de francs en 2001 et de 1,1 milliard de francs en 2002, craint une baisse des ressources due au «ralentissement économique». Deux syndicats CGT et FO ont annoncé mercredi 7 novembre qu'ils comptent demander, par conséquent, le gel de la baisse des cotisations chômage. C'est en effet lors de la renégociation de la convention de l'UNEDIC, qui a donné naissance au PARE (plan d'aide au retour à l'emploi), que le MEDEF avait réussi à imposer pour lui-même cette baisse de ces cotisations.

A cette annonce évidem-

ment, Ernest-Antoine Seillière a aussitôt protesté: «Il est possible que l'on soit arrivé à un point où les mesures contenues dans la nouvelle convention ne peuvent plus s'appliquer (...) Si tel était le cas, si nous gelons cette baisse des cotisations, nous remettrons également en cause la fin de la dégressivité des allocations chômage versées aux chômeurs. On ne fera pas l'un sans l'autre!». Le patron des patrons exerce son chantage habituel, mais il s'appuie de plus sur une «clause de sauvegarde» du PARE qui prévoit qu'en cas de «retournement de conjoncture», la non-dégressivité pourrait être remise en cause. Pourtant, cette non-

dégressivité était l'argument du gouvernement pour présenter le PARE comme une grande avancée pour les chômeurs. On voit ce qu'il en est!

Le PARE a été dicté sous la pression patronale, pression que le gouvernement n'a bien sûr pas du tout cherché à contrer dans le sens de l'intérêt des travailleurs. Ainsi par exemple, même si la menace de se voir radier des ASSEDIC au bout de trois propositions d'emplois refusées ne figure plus dans la mouture définitive du PARE, l'esprit reste absolument le même. Les chômeurs sont soumis aux mêmes pressions pour accepter n'importe quel travail, même dur, même sous-payé. Et ils s'entendent dire qu'ils n'ont

pas le droit de refuser sous peine d'être radiés.

«Près de cinq chômeurs sur dix ne sont pas indemnisés» souligne un syndicaliste de Force Ouvrière. Les patrons sont responsables du chômage et il serait normal que leurs cotisations non seulement ne baissent pas, mais soient encore plus importantes, et ce sans contrepartie. Il serait normal aussi qu'au lieu d'être radiés dès que possible, sous n'importe quel prétexte, tous les chômeurs soient indemnisés.

Mais le problème n'est pas seulement une bonne indemnisation, c'est de maintenir les emplois existants et d'en créer de nouveaux. C'est que tout le monde puisse avoir un travail, selon ses forces et ses capacités, un travail qui lui permette de vivre. Quitte à diminuer les profits patronaux.

Aline RETESSE

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 00 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13200 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!** Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: .....

PRÉNOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL et VILLE: .....

COMPLÈMENT D'ADRESSE: .....

Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: .....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de: .....

Règlement:

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE;
- par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Éditorial

# À Moulinex et ailleurs IL FAUT INTERDIRE LES LICENCIEMENTS EN PRENANT SUR LA FORTUNE DES ACTIONNAIRES

■ Lundi 12 novembre, excédés d'être lanternés, les travailleurs de l'usine Moulinex de Cormelles-le-Royal, près de Caen, ont mis le feu à un entrepôt proche de l'usine. Ils ont également installé sur le toit de celle-ci des bonbonnes de gaz et des fûts de produits chimiques pouvant servir d'explosifs, et menacé de faire tout sauter si le gouvernement ne prenait pas les mesures nécessaires pour qu'ils obtiennent l'argent et les garanties qu'ils demandent. «*Du fric ou boum*» annonçait une banderole sur les murs de l'usine.

Comment ne pas partager cette indignation et cette colère ? Après les avoir lanternés pendant des années, de repreneur en repreneur, pour finir par leur annoncer que plus de 3 700 d'entre eux sont jetés à la porte, on continue à les lanterner en leur refusant même la modeste somme de 80 000 francs d'indemnité supplémentaire qu'ils demandent ! Sans la menace d'incendier l'usine de Cormelles-le-Royal et de détruire des machines dans celle d'Alençon, le gouvernement n'aurait même pas accepté de discuter de cette revendication.

Ce même gouvernement Jospin a accordé en 48 heures 1,7 milliard de rallonge aux patrons grassement payés des cliniques privées, portant à plus de trois milliards la subvention à ces patrons grassement payés... qui ont encore l'audace de prétendre que ce sera pour mieux payer leurs infirmières alors que la majeure partie de cette somme sera consacrée à augmenter leurs

profits ! Mais ce même gouvernement mégote sur l'indemnité supplémentaire que réclament des travailleurs qui gagnaient à peine le SMIC et qui, après vingt ou trente ans passés à suer du profit pour les actionnaires passés et présents de Moulinex, n'ont pratiquement plus de chances de retrouver un emploi dans une région que les fermetures d'usines sont en passe de transformer en un désert industriel.

Alors que la seule solution proposée aux travailleurs de Moulinex est une reprise partielle par l'autre groupe d'électroménager SEB qui veut fermer l'usine de Cormelles-le-Royal et licencier une partie des salariés des autres, le gouvernement a annoncé en tout et pour tout qu'il débloquerait 650 millions de francs pour les salariés et 300 millions pour une prétendue «réindustrialisation» des sites et de la région, en affirmant que tous les emplois supprimés seront recréés... dans les trois ans. Mais comment lui faire confiance, alors que dans d'autres régions ce type de promesses s'est surtout traduit par des subventions supplémentaires au patronat, sans aucun résultat probant en termes d'emplois ?

Alors, quand le même gouvernement, relayé par le maire d'Alençon, invite les travailleurs de Moulinex à la patience, ce n'est rien d'autre que prêter main-forte à un patron pour lui permettre de faire passer son mauvais coup dans les meilleures conditions possibles.

Alors que chaque semaine on apprend de nouveaux plans de

suppressions d'emplois émanant de tel ou tel groupe industriel, il y a pourtant une situation d'urgence. Pour mettre un coup d'arrêt à ces plans, uniquement motivés par la soif de profits des actionnaires, il faut interdire les licenciements. Garantir le salaire et le droit à la vie des travailleurs, qui conditionne parfois la survie économique de toute une région, cela passe avant les profits d'une poignée d'actionnaires, avant leurs dépenses de luxe et avant leurs spéculations financières.

Bien sûr, des entreprises déclarent, comme Moulinex, qu'elles n'ont pas les moyens de payer. Mais pendant des années, voire des dizaines d'années, ces entreprises ont fait des bénéfices, des bénéfices qui ont enrichi, non pas les travailleurs de ces usines, mais des actionnaires qui ont accru leur fortune, conservé et augmenté leur capital et peuvent maintenant le consacrer à autre chose. Et il est révoltant que ces actionnaires puissent conserver les milliards qu'ils se sont partagés et qu'ils ont transformés en fortunes privées pendant que ceux qui les ont enrichis sont poussés au chômage.

Mais que le patronat et le gouvernement se méfient : à force de pousser à bout les travailleurs, qui maintenant ont tous des raisons de se sentir des licenciés en puissance, ils finiront par provoquer une explosion de colère générale. Et c'est bien celle-ci qui pourra imposer que l'emploi et les salaires soient sauvegardés en prenant sur les fortunes privées accumulées.

## Le crash d'un avion sur New York

# LE MONDE DE TOUS LES DANGERS

Avec le crash d'un Airbus 360-600 sur un quartier du Queens, l'un des cinq districts de New York, les habitants de cette ville, déjà très éprouvés par les attentats du 11 septembre, ont pu se demander pendant de longues heures si l'écrasement de cet avion sur un quartier résidentiel n'était pas le

fruit d'un nouvel acte terroriste.

Il semble cependant que les enquêteurs mobilisés sur cette affaire, qui n'ont pas eu trop de mal à retrouver les boîtes noires de l'avion, s'orienteraient vers des causes accidentelles. Est-ce plus rassurant? Ce n'est pas sûr.

Même si on laisse de côté l'hypothèse d'un défaut de

conception, une des hypothèses évoquées dans la presse, les conditions générales dans lesquelles travaillent les compagnies aériennes comme les constructeurs d'avions augmentent les risques des passagers et des riverains des aéroports.

L'industrie aéronautique et les compagnies aériennes, à l'image des autres secteurs d'activités, ont tendance à réviser à la baisse le temps

imparti à l'entretien et à la vérification du bon état du matériel. En théorie, parce que les conditions techniques permettraient de travailler plus vite, mais en pratique également parce qu'elles essaient de réduire le nombre de personnes employées et le temps que les travailleurs y consacrent. Il n'est donc pas exclu qu'il faille trouver dans cette course à la baisse des coûts l'explication de cette nouvelle catastrophe.

Et savoir qu'on vit dans une société où on essaye partout de faire tourner les choses à moindre coût, avec de moins en moins de personnel (et donc certainement moins de compétence réunie), et donc en augmentant continuellement les risques encourus par tous, n'est pas fait pour donner confiance dans cette société et dans les gens qui la dirigent.

J.F.

## « ERIKA »

# TOTAL IRRESPONSABLE ET COUPABLE

Deux ans après le naufrage du pétrolier *Erika*, la justice vient enfin de mettre en examen le groupe TotalFinaElf. Le capitaine du navire et son armateur l'avaient été bien avant, ainsi que des représentants de la préfecture maritime et du centre de surveillance en mer. Cette mise en examen, même assortie d'une caution de 50 millions de francs, n'a nullement ému les représentants du groupe pétrolier, qui ont fait appel. Et leurs avocats ont eu le front de protester contre « la décision discriminatoire » du juge qui a par ailleurs interdit à Total de transporter sur des navires vieux de plus de quinze ans du fuel lourd du type de celui déversé sur les côtes par l'*Erika*.

Mais si la procédure judiciaire peut encore durer des

années, le rapport d'expertise rendu public à l'occasion du procès a confirmé l'écrasante responsabilité du groupe pétrolier dans la catastrophe. Loin d'être un simple client abusé par un armateur douteux, comme voulaient le présenter ses responsables alors que le pétrole commençait à se déverser sur le littoral, TotalFinaElf a bien été directement présent à toutes les étapes du drame, et en dernier recours ce sont ses décisions qui primaient sur celles des autres acteurs. On apprend ainsi que le jour du naufrage, le capitaine aurait réservé à la « cellule de crise » de Total des informations sur la perte à la mer de pétrole, la pollution, le fait que le pont était fissuré, toutes choses qu'il cachait aux autorités maritimes. Et

le fait que cette cellule de crise lui ait envoyé plusieurs télex pourrait bien indiquer que c'est elle qui a pris la direction des opérations. Total était donc l'interlocuteur du capitaine. Son contrat lui enjoignait d'ailleurs de n'accepter aucun ordre sans l'accord express de la compagnie pétrolière. Dans la foulée, l'enquête a indiqué que les sociétés pétrolières faisaient elles-mêmes procéder par leurs inspecteurs aux contrôles de qualité des navires, ce que l'on appelle le « vetting », et que celui de l'*Erika* n'était pas à jour. L'autorisation de naviguer, donnée par les propres services de Total, prenait fin le 21 novembre 1999. Le pétrolier n'aurait donc pas dû être en mer sans nouvelle inspection le 12 décembre, date

du naufrage. L'expert qualifie d'ailleurs ce bateau de « navire limite », avec lequel d'autres sociétés auraient refusé de travailler.

Voilà qui fait justice des prétentions de Total à se laver les mains de la catastrophe, et à se décharger de ses res-

ponsabilités sur l'armateur ou le capitaine, si ce n'est sur les services de secours maritimes. Face à ces faits, la mise en examen du groupe pour « complicité de mise en danger de la vie d'autrui » semble même bien faible.

Daniel MESCLA

## LES PÉTROLIERS ONT MAUVAIS FOND

Au moment du naufrage de l'*Erika*, on annonçait qu'il n'y aurait pas de problème pour les indemnités. Un fonds avait été créé pour cela par les compagnies pétrolières, le fameux Fipol, et il payerait, disait-on, rubis sur l'ongle. La réalité est beaucoup moins reluisante. Seuls 168 millions de francs ont été versés aux victimes, soit 15% de l'enveloppe dont dispose le fonds pour indemniser les consé-

quences du naufrage de l'*Erika*. Cette enveloppe est d'ailleurs insuffisante pour rembourser tous les dégâts, estimés à quatre milliards. On ne compte plus les victimes de la pollution empêtrées dans les procédures après l'avoir été dans le mazout, qu'il s'agisse de particuliers ou de communes littorales. Rembourser les victimes ne représenterait pourtant qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits de

Total, Shell, BP et autres souscripteurs du Fipol. Mais cela ne l'empêche pas de multiplier les tracasseries pour décourager le maximum de gens à qui, pourtant, les indemnités font cruellement défaut.

Pris individuellement ou regroupés en un « Fonds » commun, les trusts pétroliers considèrent qu'ils ont le droit de polluer... sans avoir à rembourser les dégâts.

D.M.

## Pour la régularisation des sans-papiers MANIFESTATION À PARIS LE 24 NOVEMBRE

Pour les sans-papiers, rien n'est réglé.

Refus de régularisation de dossiers de travailleurs sans papiers vivant en France depuis des années, voire dix ans et plus. Refus de prendre en considération les problèmes d'immigrés qui risquent leur vie dans leur pays d'origine. L'arbitraire le plus total fait vivre des dizaines de milliers de travailleurs sans papiers dans la précarité et la misère. Obligés de prendre n'importe quel travail, de se loger chez de véritables marchands de sommeil sans scrupules, ces hommes et ces femmes qui sont des nôtres parce

qu'ils font partie de la classe ouvrière de ce pays doivent être régularisés.

La Coordination nationale des sans-papiers et de nombreuses organisations et partis, appellent à protester contre la politique du gouvernement vis-à-vis des sans-papiers et à soutenir les luttes très difficiles qu'ils mènent en diverses villes.

LUTTE OUVRIÈRE est partie prenante de cet appel.

SAMEDI 24 NOVEMBRE 2001, à 14 HEURES, la manifestation partira à Paris de la Place Clichy.

# LE PARTI SOCIALISTE LANCE SA CAMPAGNE EN TRUQUANT SON BILAN

« 1997-2002 La France qui change », tel est le titre de la brochure de 40 pages que le Parti Socialiste distribue à des millions d'exemplaires pour lancer la campagne électorale de Jospin en commençant par le bilan du gouvernement.

L'introduction pose carrément la question: « Pourquoi faire un bilan de l'action menée depuis cinq ans par le gouvernement de Lionel Jospin? Après tout chacun a son idée et ses avis. Mais justement il est apparu nécessaire de mesurer ce qui a concrètement changé dans notre vie quotidienne. »

C'est dire qu'il s'agit de

tenter de convaincre ceux qui ne s'en seraient pas rendu compte, que les choses ont changé – dans le bon sens évidemment – dans leur vie quotidienne, en le proclamant à six millions d'exemplaires.

Si François Hollande, en présentant le document, admet du bout des lèvres que « des retards et des insuffisances peuvent apparaître ici ou là », il affirme avec aplomb: « Nous pouvons au moins dire que ce que nous avons dit nous l'avons fait ». Evidemment quand on ne promet rien, on n'a rien à renier. Et en 1997 ni Jospin, ni le PS n'avaient promis grand-chose aux travailleurs. Mais le peu que Jospin leur avait promis, ou plus exactement leur avait laissés

entendre, il l'a oublié aussitôt nommé Premier ministre, n'en déplaise à Hollande. En particulier en ce qui concerne les plans de licenciements concoctés par les grandes entreprises, que Jospin candidat faisait mine de vouloir combattre et qu'il s'est empressé d'enterrer une fois au gouvernement. A l'époque il s'agissait de la fermeture de Renault Vilvorde, mais depuis, de Michelin à Moulinex, Jospin s'est toujours bien gardé d'intervenir pour empêcher les patrons de licencier et même de mettre les clefs sous la porte, malgré ses promesses de rétablir un contrôle de l'État sur les décisions patronales. Et pendant cinq ans les entreprises ont continué à multiplier les plans de suppressions d'emplois, plongeant des centaines de milliers de salariés dans le désespoir, des villes et des régions entières dans l'angoisse, sans que le gouvernement fasse même mine de limiter leur pouvoir exorbitant! Et le gouvernement lui-même ne s'est pas privé de supprimer massivement des emplois dans les services publics, ce qu'il s'était bien gardé d'annoncer pendant la campagne électorale de 1997.

Mais il est vrai que les promesses des socialistes envers le patronat et envers les riches ont été tenues, et au-delà, et que l'argent public a continué de couler à flot pour accroître les profits privés. On vient encore d'avoir un exemple de leurs largesses pour les propriétaires et



actionnaires des cliniques privées alors même qu'ils ont toujours mesuré plus que chichement ce qu'ils concédaient aux travailleurs, aux chômeurs, sans oublier tous ceux qui vivent des minima sociaux et auxquels le gouvernement a plusieurs fois fait l'insulte de jeter des aumônes minables.

Alors, il n'est guère étonnant que le Parti Socialiste se dise qu'il y a beaucoup à faire pour réussir à convaincre les électeurs populaires que les choses ont changé pour eux! D'ailleurs, quand Hollande lui-même fustige la droite, on croirait l'entendre décrire la politique de Jospin...! « La droite veut refaire demain ce qui n'a pas marché hier: privatisations des services publics, flexibilité du travail, baisse des impôts des plus favorisés, réduction du rôle de l'État, transfert aux assurances privées d'une part de la protection sociale. Bien sûr, elle ne revendiquera pas franchement un tel programme. Elle préférera avancer mas-

quée. Elle fera des promesses. Mais son projet est bien là! Ce sont les mêmes hommes qui se présentent à nos suffrages avec les mêmes trucs, les mêmes facilités et... les mêmes intentions. »

Certes, tout ce programme de la droite, la gauche l'a mis en œuvre elle aussi, et Hollande en parle en connaissance de cause car les uns comme les autres avancent « masqués » en prétendant défendre l'intérêt général alors qu'ils ne défendent que le profit privé.

Ainsi la campagne électorale s'annonce fertile en mensonges, mascarades et autres « trucs » ou « facilités » de la part de tous ceux, de droite comme de gauche, qui rivalisent pour servir les intérêts de la bourgeoisie une fois au pouvoir. Hollande affirme: « Notre bilan nous permet d'être jugés sur pièces ». C'est bien ce qui pourrait arriver de pire au Parti Socialiste...

Dominique CHABLIS

## Un porte-avions ça ne va pas, un deuxième, bonjour les dégâts!

En visite à Toulon le 8 novembre, Chirac a affirmé devant un parterre de militaires que l'armée française devait se doter rapidement d'un deuxième porte-avions nucléaire pour pouvoir disposer en permanence d'un tel équipement.

Il faut dire que le premier, le porte-avions Charles-de-Gaulle, connaît, depuis ses premiers essais en mer en janvier 1999, avaries sur avaries: court-circuit, vibrations, fuites, piste de décollage trop courte dont le rallongement a coûté tout de même 500 millions de francs, dégâts divers, la liste est longue. Ses derniers déboires concernent une hélice qui s'est rompue en novembre 2000 dans le mystérieux Triangle des Bermudes et, malgré des hélices de rechange récupérées sur d'autres porte-avions, le Charles-de-Gaulle a été immobilisé en cale sèche pendant trois mois, subissant à cette occasion pas moins de 15000 révisions techniques! La marine nationale a fait état d'une légère augmentation de la radioactivité dans l'un des réacteurs et deux membres d'équipage du porte-avions nucléaire ont été victimes d'émanations toxiques à Toulon, peu après la visite, le jour même, de Jacques Chirac.

Le Charles-de-Gaulle reprend la mer ces jours-ci pour de nouveaux

essais, mais Chirac n'a pas poussé l'audace jusqu'à faire un tour avec! Il a préféré le regarder du haut d'un hélicoptère: la confiance règne...

Chirac rêve sans doute de voir un porte-avions nucléaire français participer au moins symboliquement au grand déploiement guerrier au large du Pakistan. Le fait que le Charles-de-Gaulle ait fait le coup de la panne est peut-être un moyen de jouer les va-t-en-guerre... en cale sèche! Mais comme il faut consoler l'état-major, on promet un nouveau fleuron du même genre que le Charles-de-Gaulle mais qui serait, lui, opérationnel!

Sauf que ces super-joujoux de la marine française coûtent très cher aux contribuables: le Charles-de-Gaulle coûte déjà 20 milliards de francs, 80 si on ajoute le prix des avions qui vont l'équiper. Ça fait plutôt cher pour remonter le moral des marins français et leur promettre qu'ils pourront jouer aux petits soldats sans craindre le ridicule aux côtés des autres armées dans le camp impérialiste! Quant aux industriels de l'armement, ils se frottent sans doute déjà les mains aux promesses de Chirac.

Voilà plutôt de la grosse artillerie pour couler le budget!

Claire LACOMBE

## RACISME POLICIER MEURTRIER

Lundi 29 octobre, vers 2 heures du matin, pendant un contrôle de police à Paris, Edouard Salumu a été sorti de sa voiture, sauvagement brutalisé, et il est mort des suites d'une rupture des vertèbres cervicales.

Cet homme de 43 ans, père de deux enfants, venu à Paris pour fêter Halloween avec sa famille, a été frappé à mort parce qu'il refusait d'être emmené au poste injustement. Ce contrôle de routine a dégénéré parce que les policiers du 9<sup>e</sup> arrondissement

de Paris présents se sont montrés injurieux à l'égard d'un homme d'origine africaine.

Comme le ton montait, la police, abusant de son pouvoir, a intimé l'ordre aux occupants de la voiture de les suivre au poste. M. Salumu a refusé, alors que l'autre occupant de la voiture était menotté et plaqué au sol. Une bagarre s'en est suivie, des policiers ont été appelés en renfort. M. Salumu n'a plus été revu vivant. D'après les déclarations de la police, il serait mort deux heures après

cette interpellation, à l'hôpital. Mais ce n'est que 48 heures plus tard que les autorités ont informé sa famille de son décès, rajoutant encore à leur angoisse et à leur révolte. Une enquête officielle a été ouverte, par la police des polices.

Des policiers s'autorisent des manifestations de mépris ou de racisme lors des contrôles, et on peut perdre sa vie simplement parce qu'on refuse de se laisser ainsi maltraiter.

A.U.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# MILLE FOIS « NON » À CETTE NOUVELLE GUERRE DE L'IMPÉRIALISME !

Depuis le début de l'intervention américaine en Afghanistan il y a maintenant plus d'un mois, on est loin, très loin d'une prétendue guerre menée contre le terrorisme.

Cette guerre est une guerre contre les peuples – et d'abord contre le peuple afghan. C'est une guerre des grandes puissances, qui vise à renforcer leur domination sur le monde après les attentats du 11 septembre. Cette guerre n'est pas la nôtre !

### A QUOI SERVENT TOUTES CES BOMBES ?

Il y a peu de chances qu'elles servent à attraper Ben Laden. En tout cas, il a plus de chances de s'en sortir que le reste de la population civile afghane. Et même s'il devait finir par être pris, tout le monde sait – en premier lieu le gouvernement américain – que ses réseaux et d'autres semblables ne seront pas détruits pour autant.

Ce n'est pas non plus une guerre destinée à « punir » un régime qui aurait soutenu les terroristes. Ou alors il aurait fallu bombarder l'Arabie Saoudite, le Pakistan et... les Etats-Unis eux-mêmes, tous ces pays qui ont soutenu, financé et entraîné Ben Laden et ses semblables pendant longtemps.

Ce n'est même pas une guerre contre les Talibans, ces Talibans que les Etats-Unis ont félicités lors de leur accession au pouvoir en 1996 parce qu'ils semblaient devoir ramener « l'ordre » et surtout ouvrir de nouvelles perspectives pour l'acheminement du pétrole d'Asie centrale. Aujourd'hui les galonnés du Pentagone se réjouissent de la prise de Mazar-I-Charif. Mais demain, ils se réjouiront de la formation – si elle se révèle possible – d'un « gouvernement d'union nationale » incluant ces mêmes Talibans sans lesquels il sera difficile d'assurer un minimum de contrôle sur l'ensemble du pays.

La guerre que mènent les Etats-Unis et les autres grandes puissances – dont la France de Jospin et Chirac – n'allègera pas un seul instant le poids de la dictature obscurantiste qui pèse sur le peuple d'Afghanistan. Les « bons » Talibans que les dirigeants américains aimeraient rallier ne se distingueront des autres que parce qu'ils auront accepté d'être leurs protégés, par crainte ou par intérêt. Mais leurs méthodes de gouvernement seront tout aussi brutales qu'avant. Quant aux chefs de guerre de l'Alliance du Nord (dont le nom complet est « Front national Islamique Unique pour le Salut de l'Afghanistan »), on les a déjà vus à l'œuvre : ils ont la même idéologie et ont déjà mis le pays à feu et à sang entre 1992 et 1996 pour satisfaire leurs appétits de pouvoir !

### LES MAÎTRES DU MONDE

Après les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis ont voulu écarter le moindre doute sur leur capacité de grande puissance à faire régner l'ordre planétaire. Leur armada ne sert qu'à une chose : faire la démonstration que rien ne peut être tenté contre eux sans que le prix à payer soit terrible. Et c'est un avertissement général à tous les gouvernements et à tous les peuples qu'ils donnent : puisque c'est l'état de guerre, chacun doit choisir son camp.

Ce camp-là n'est pas celui de la démocratie. Dans cette guerre, les grandes puissances, Etats-Unis en tête, soutiennent à bout de bras tous les dictateurs de la planète qui veulent bien se ranger derrière elles, au Pakistan et ailleurs : régimes militaires, régimes islamistes, gouvernements mafieux !

Des régimes d'autant plus utiles qu'ils font régner l'ordre sur fond d'exploitation et de misère.

re. N'oublions pas qu'au Pakistan, on voit des enfants de 3 ans travailler sur des chantiers et que la majeure partie des ballons de football exportés dans le monde sont fabriqués par des gamins de 8 ou 9 ans ! Et ce n'est pas un hasard si pour ces familles, la seule chance d'échapper à cet enfer est d'aller étudier dans les « madrassas », ces écoles coraniques gratuites d'où proviennent justement les... Talibans !

C'est cet ordre-là qu'il faudrait défendre ? Pour que tout cela continue de la même façon ?

### UN MASSACRE CONTRE LA POPULATION

Les dirigeants américains ont beau essayer de mener une guerre sans image (comme ils l'ont fait il y a dix ans en Irak en massacrant plus de 200 000 civils), ils ont beau exiger très officiellement des médias occidentaux une censure rigoureuse sous prétexte de ne pas gêner les opérations militaires, comment être dupes de leurs mensonges ? Leur objectif n'est pas de réduire autant que possible les pertes civiles. Ou alors il ne faudrait pas lâcher des bombes à fragmentation, ces bombes destinées à exploser lorsqu'on les touche et qui sont d'ailleurs de la même couleur que les sacs d'aide humanitaire largués dans les mêmes zones...

### L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Vue d'ici, la guerre paraît sans doute plus lointaine que vue des Etats-Unis. Le gouvernement Jospin le sait et fait mine de ne pas s'aligner immédiatement derrière les Etats-Unis. Mais il propose néanmoins, et repropose, ses services. Car pour préserver sa place de second couteau, et continuer à avoir une petite influence dans le monde, il faut en être !

Et voyons ces ministres qui se prétendent de gauche, appartenant en particulier aux Verts ou au Parti communiste ! Que disent-ils ? Ils ont beau évoquer mollement les « risques de dérapage » devant les caméras et à l'adresse du public, ils s'illustrent par un silence et une solidarité bien « crasses » dans ce gouvernement !

### PAS UN SOU, PAS UN HOMME POUR CETTE SALE GUERRE !

La guerre que mènent les grandes puissances est une guerre destinée à conforter leur droit exclusif à gouverner la planète. C'est une guerre pour préserver un ordre mondial brutal et cynique, destiné à maintenir l'exploitation et l'oppression, pour les profits maxima des grands industriels et banquiers du monde et la fortune de leurs actionnaires. Il faut voir comment les trusts américains, de l'aviation comme des assurances en premier lieu, ont sauté sur le prétexte des événements mondiaux pour licencier en masse et tirer leur épingle d'une récession économique qui avait commencé bien avant les attentats de New York.

Les appels à l'union sacrée n'ont rien d'anodin. On a déjà entendu dire que les salariés seraient bien avisés de renoncer à revendiquer. On a déjà entendu dire que nos libertés passeraient après notre sécurité. Et quoi ? Bientôt au garde-à-vous ? Ne nous laissons pas enrôler ! Même pas un neurone de nos cerveaux !

*« Un peuple qui en opprime un autre n'est jamais un peuple libre » disait Marx. C'est en luttant pour un monde plus juste qu'on fera reculer l'influence du fanatisme religieux. Pas en soutenant le despotisme des baïonnettes ou leurs équivalents modernes. C'est notre intérêt de lutter contre cette nouvelle guerre de l'impérialisme.*

Le numéro 17 de Convergences Révolutionnaires est paru.

Un dossier sur la santé malade du profit. Des articles : Contre le terrorisme, non à l'union sacrée. – Où va le PCF ? – La vague des licenciements et le combat des Lu-Danone. – La démagogie sécuritaire. – La situation en Côte d'Ivoire. Pour se procurer ce numéro, 10 F. écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.

Abonnement : un an 60 F. de soutien 100 F.

## Dans le monde

# Pakistan

# L'OPPOSITION À LA GUERRE

**La presse a fait beaucoup de place à la tournée des popotes impérialistes faite par le dictateur pakistanais, le général Musharaf, pour demander la suspension des bombardements en Afghanistan pendant la durée du ramadan. Mais elle n'a pas cru bon de parler des manifestations d'opposition à la guerre qui continuent. Comme si, ne serait-ce que par la taille de sa population – 140 millions d'habitants – et les liens ethniques qu'il a avec la population afghane, le Pakistan n'était pas l'un des facteurs-clés dans l'avenir de la région.**

**Or deux manifestations d'opposition à la guerre, de nature très différente, ont marqué la semaine du voyage officiel de Musharaf.**

La plus importante a eu lieu le 9 novembre. Depuis deux semaines, le Conseil de défense du Pakistan et de l'Afghanistan, qui réunit 35 organisations intégristes, islamiques, appelait à une grève générale pour ce jour-là et à bloquer toutes les grandes voies de circulation. Dans un premier temps le régime avait riposté en arrêtant un certain nombre des leaders intégristes, mais en vain. Etant probablement incapable, et certainement peu désireux, d'un affrontement direct avec les partis intégristes, Musharaf a eu finalement recours à un artifice dérisoire mais révélateur, en faisant du 9 novembre un jour férié... en l'honneur du poète pakistanais Iqbal.

Cela n'a pas empêché cette grève d'être une nouvelle démonstration de force pour les partis intégristes. Les petits patrons et artisans qui dominent le commerce et les transports en commun ont suivi le mot d'ordre dans un grand nombre de villes et, en particulier, la plus importante, Karachi, ainsi que dans tout le Balouchistan, la région frontalière sud de l'Afghanistan. Et même si nombre de ces « grévistes » l'étaient sans doute plus par

peur des représailles que pour manifester leur soutien aux intégristes, la paralysie des villes qui en a résulté a constitué un nouveau succès pour les partis intégristes. D'autant que, contrairement aux journées de grève passées, la police avait été mobilisée en masse pour « encourager » les commerçants et transporteurs à ne pas céder à l'intimidation. Mais il faut croire que les intéressés ont trouvé les intégristes plus convaincants que la protection policière !

Trois jours plutôt, le 6 novembre, on avait assisté à Rawalpindi (ville jumelle de la capitale Islamabad avec laquelle elle forme la quatrième agglomération du pays avec quatre millions d'habitants) à la première manifestation nationale de l'opposition anti-cléricale à la guerre. Elle était organisée à l'appel de l'Alliance pour la Paix et la Justice, qui regroupe sous cette bannière légale des centaines de syndicats locaux, de groupes de gauche ou d'extrême gauche et d'associations « civiles » servant de couverture légale à l'activité de leurs militants. 8 000 manifestants ont pu défiler ainsi dans les rues de la ville pour dénoncer à la fois la dictature de Musharaf et les intégristes et réclamer la fin des bombardements en Afghanistan.

Sans doute cette manifestation était-elle modeste comparée aux nombreuses manifestations des organisations intégristes de ces dernières semaines. Sans doute aussi le ton y était-il donné par un courant, représenté entre autres par les trois partis communistes pakistanais, qui préfère afficher les couleurs du pacifisme que se placer clairement sur le terrain des intérêts de classe des masses pauvres, pakistanaises ou afghanes.

Mais au moins les participants à cette manifestation auront fait le choix de ne pas laisser le monopole de l'opposition à la guerre aux seuls intégristes. Et il faut espérer qu'à l'avenir, bien d'autres voix se fassent entendre, en dépassant cette fois le cadre du pacifisme, pour opposer un radicalisme révolutionnaire et de classe au pseudo-radicalisme réactionnaire des partis intégristes.

F.R.

## À propos d'une pétition de RAWA

Dans notre dernier numéro, nous avons invité nos lecteurs à soutenir une pétition mise en circulation par l'Association Révolutionnaire des Femmes d'Afghanistan (RAWA), protestant contre le fait que dans les consultations politiques en cours il n'est nulle part question de la place et

du rôle futur des femmes en Afghanistan.

Nous tenons à informer nos lecteurs qu'il ne s'agit pas de la pétition tout récemment disponible sur le site internet de cette association, pétition datant de 1999 qui, elle, nous paraît contestable.

## Après le recul des talibans

# L'IMPÉRIALISME TOUJOURS SANS SOLUTION FACE AU BOURBIER AFGHAN

Après près de cinq semaines de bombardements de plus en plus destructeurs et meurtriers, la situation militaire en Afghanistan semble s'être soudain transformée en l'espace de quelques jours. Les forces de l'Alliance du Nord ont occupé successivement trois grands centres stratégiques – Mazar-e-Charif au nord-ouest, Hérat à l'ouest, et enfin, dans la nuit du 12 au 13 novembre, Kaboul, la capitale du pays. Néanmoins, il est bien difficile de mesurer la signification réelle de cette évolution de la guerre.

### QUE SIGNIFIENT LES CHANGEMENTS SUR LE TERRAIN ?

Si l'on en croit la presse, l'Alliance du Nord n'aurait pour ainsi dire pas rencontré de résistance. A Mazar-e-Charif, par exemple, le gros des forces talibanes avaient évacué la ville bien avant l'arrivée des premières unités de l'Alliance du Nord. Même chose à Hérat, où la ville était pourtant pratiquement encerclée par l'Alliance du Nord qui convergait vers elle de trois directions différentes.

En fait, les informations dont on dispose ne permettent pas de savoir comment l'Alliance du Nord, qui piétine depuis des mois aux portes de ces villes, a réussi à les prendre aussi facilement. Le départ des talibans y a-t-il suffi ou bien ont-ils obtenu l'appui actif ou tacite de chefs de guerre locaux ?

Il faut en effet rappeler que, dans le passé, les talibans ont dû leur conquête du Nord et de l'Ouest du pays au ralliement d'un grand nombre de chefs de guerre locaux qui avaient émergé durant la période de vacance du pouvoir central, après 1992. Or si les progrès de l'Alliance du Nord étaient dus à de tels ralliements, ils pourraient bien n'être que temporaires et dépendre de la faculté des talibans à reprendre l'offensive. En tout cas, il faudrait s'attendre à ce que les ambitions politiques de ces nouveaux alliés viennent se rajouter aux rivalités qui opposent les nombreuses composantes de l'Alliance.

Et puis même si les talibans ont reculé, cela ne veut pas dire qu'ils sont défaits, en tout cas pas pour l'instant. Le fait qu'ils semblent avoir choisi de ne pas livrer combat et de se replier

en ordre, ne dit rien sur l'état réel de leurs forces. Qui plus est, la prise de Kaboul par une Alliance du Nord formée de groupes ethniques non pachtones, grâce, quand même, aux bombardements améri-

dans la population civile. Il peut même essayer de lui faire croire, quitte à être contredit ultérieurement par les faits, que l'agression américaine a réussi à porter un coup fatal aux talibans et donc à leurs protégés, les hommes de Ben Laden.

Mais l'avancée de l'Alliance du Nord ne résoud en rien le problème que s'est créé l'impérialisme américain en liant la « guerre au terrorisme » au renversement du pouvoir des talibans. Au contraire, le fait que l'Alliance du Nord se soit emparée de Kaboul – chose que les dirigeants de Washington semblaient vouloir

Etats-Unis et surtout à son principal allié régional, le Pakistan.

Or en occupant la capitale Kaboul, avec ou sans l'aval des USA, l'Alliance du Nord n'est plus seulement un allié secondaire cantonné dans un petit territoire. Elle est désormais en position d'exiger une place de premier choix dans le futur règlement politique afghan. Ainsi tombent à l'eau les tentatives des dirigeants américains de constituer un gouvernement d'« unité nationale » sous la houlette d'un ex-roi, Zaher Shah, qu'ils sortiraient pour la circonstance de son placard romain. Car, dans le

des talibans un courant prêt à négocier un règlement politique avec l'Alliance du Nord sous la houlette des USA.

Ce qui est sûr c'est que cette « solution », si tant est qu'elle vienne un jour sous cette forme ou sous une autre, se fera aux dépens de la population afghane. Aujourd'hui c'est elle qui paie déjà par avance, de son sang et de la destruction du peu d'infrastructure que vingt ans de guerre lui avaient laissé, le prix de ce règlement politique hypothétique. Et si règlement il y a, c'est encore elle qui en fera les frais, en se retrouvant soumise au joug d'une nouvelle clique de chefs de guerre intégristes et ethniques, avec comme seule « consolation » d'être opprimée par un régime reconnu par l'impérialisme. Les scènes de répression dont la presse s'est fait l'écho, aussi bien à Mazar-e-Charif qu'à Kaboul, ne sont encore qu'un avant-goût de ce que cela signifie.

Quant aux femmes afghanes qui devaient, à en croire les dirigeants impérialistes, voir avec ce futur règlement politique la fin de leur servitude actuelle sous la loi des talibans, les correspondants de presse occidentaux nous disent aujourd'hui qu'à Kaboul au moins, elles auraient été « autorisées à retourner travailler ». Mais ceux qui leur ont ainsi donné leur « autorisation » n'en sont pas moins, pour la plupart, des intégristes. Et on a toutes les raisons de craindre que leur « libéralisme » (très relatif d'ailleurs car il ne semble pas question de lever les autres mesures discriminatoires contre les femmes) ait un caractère purement diplomatique destiné à donner le change face aux caméras occidentales.

François ROULEAU



La population misérable va se retrouver sous l'emprise d'une nouvelle clique de chefs de guerre.

cains, peut permettre aux talibans de mobiliser le sud pachtone du pays, voire même une partie des quelque 21 millions de Pachtones qui vivent de l'autre côté de la frontière pakistanaise, dans une guerre ethnique.

Les succès de l'Alliance du Nord, combinés à l'impact de l'agression américaine, pourraient alors conduire à une intensification de la guerre civile, voire à son extension au-delà des frontières afghanes.

### UNE QUADRATURE DU CERCLE SANGLANTE

Quoi qu'il en soit, les succès de l'Alliance du Nord tombent à pic pour Bush. Il peut enfin montrer à son opinion publique que les bombes américaines auront servi à autre chose qu'à faire des victimes

éviter – leur pose un problème supplémentaire.

Car non seulement cette Alliance est formée d'un conglomerat de groupements ethniques qui ne peut prétendre représenter qu'à peine plus de 60% de la population du pays, non seulement ce conglomerat est instable et divisé par des rivalités qui risquent de se manifester très vite et de façon sanglante, mais en plus, l'Alliance est en grande partie hostile aux

meilleur des cas, celui que les USA présentent comme un arbitre possible, ne serait qu'un otage aux mains des factions de l'Alliance du Nord.

Le recul des talibans laisse donc l'impérialisme américain face au même problème – mais avec le facteur supplémentaire d'instabilité que représente la position de force de l'Alliance du Nord – et avec toujours une seule « solution » : l'espoir de voir apparaître dans les rangs

Différentes organisations dont le PCF, la CGT, la LCR, appellent le samedi 17 novembre à une « journée nationale d'initiatives et de mobilisation » contre la guerre en Afghanistan.

Pour exiger l'arrêt des

bombardements sur le peuple afghan, pour dire non à l'intervention de l'impérialisme en Afghanistan, Lutte Ouvrière s'associe aux manifestations qui seront organisées ce jour-là, et notamment à Paris :

MANIFESTATION

SAMEDI 17 NOVEMBRE

DÉPART À 14 HEURES

PLACE DE LA NATION

## La conférence de l'OMC

# L'EMPRISE DES PAYS RICHES

La réunion des 142 délégations de pays représentés à Doha, au Qatar, à la quatrième conférence mondiale de l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce) a vu l'adhésion de la Chine à cet organisme et a finalement abouti à un accord concernant la fabrication et la vente de médicaments génériques, même si les autres points abordés n'ont pu déboucher sur une position commune. L'inverse serait d'ailleurs surprenant, tant les intérêts économiques entre pays pauvres et pays riches sont opposés, rendant tout accord global improbable.

Derrière les palabres et la mise en scène de ces conférences, il y a une tentative d'essayer de réguler le commerce mondial, non dans l'intérêt des peuples de la planète, mais dans celui des entreprises de l'agro-alimentaire et de l'industrie qui cherchent des débouchés à leurs produits. Il s'agit pour ceux-là de trouver l'équilibre entre le protectionnisme, où les droits de douane élevés favorisent la vente de produits nationaux sur le territoire de chaque Etat, et le libéralisme qui facilite l'exportation. Ainsi, pour l'agriculture : les Européens, qui subventionnent les exploitations agricoles, ne sont pas favorables à un abaissement des droits de douane (40 % environ actuellement), tandis que les pays du Tiers Monde souhaitent les voir baisser afin d'exporter plus facilement.

C'est surtout à propos des médicaments génériques que les représentants des Etats se sont affrontés. Les Etats-Unis et la Suisse, possédant tous deux de puissantes industries pharmaceutiques, se sont bien évidemment déclarés partisans de la protection des brevets pour les médicaments, ce qui augmente leurs tarifs et exclut la plupart des pays pauvres du droit à la santé.

L'accord actuel, qui autorise la vente de produits génériques en cas de « crise de santé publique », a été utilisé par les Etats-Unis dernièrement dans le cas des antibiotiques contre l'anthrax fabriqués par la firme allemande Bayer ; mais, selon eux, le traitement du sida, avec ses 36 millions de malades et 14 millions de morts dans le monde, ne présentait pas cette situation de crise permettant à un pays d'utiliser un médicament sans l'autorisation du détenteur de brevet ou à l'acheter à un autre pays où il coûte moins cher. Finalement, l'accord conclu par l'OMC assouplit quelque peu cette notion de propriété intellectuelle concernant les brevets pharmaceutiques.

Mais pour le reste, la conférence de Doha, comme les précédentes, confirme la domination des pays impérialistes sur la planète. Et s'ils semblent faire quelques concessions, c'est avant tout dans le but de pouvoir au bout du compte étendre un peu plus leur emprise, y compris dans les pays pauvres.

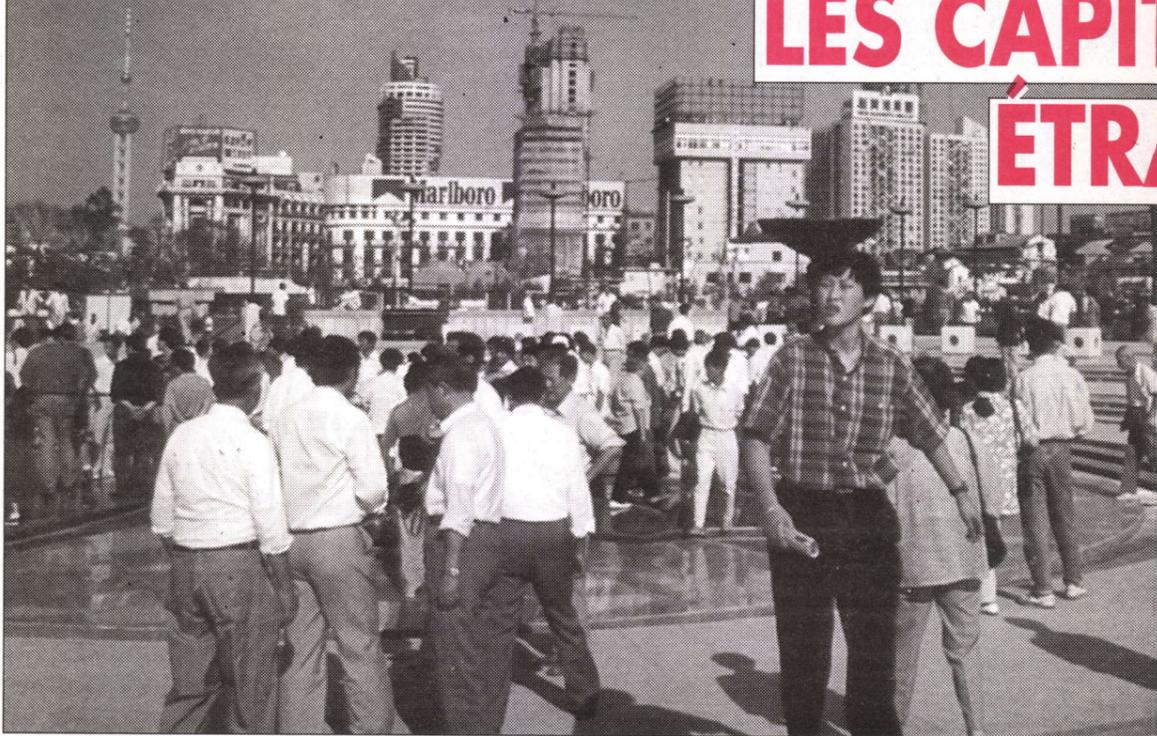
Marianne LAMIRAL

## La Chine entre dans l'OMC

# UNE OUVERTURE QUI IN

# LES CAPIT

# ÉTR



**Les grandes firmes capitalistes qui lorgnent vers le marché chinois pour y étendre leur emprise, et bien sûr leurs profits, n'ont pas attendu que la ratification officielle ait lieu en décembre prochain pour saluer, à leur manière, l'acceptation de l'entrée de la Chine (ainsi que de Taiwan) que vient de décider l'Organisation mondiale du commerce (OMC).**

Coca Cola, déjà présent avec vingt-huit usines d'embouteillage et qui y vend près d'un demi-milliard de caisses, entend y investir 150 milliards de dollars pour y implanter six nouvelles usines dans les cinq ans à venir. La compagnie pétrolière BP veut déboursier 5 milliards de dollars pendant cinq ans, alors que pour le moment elle n'avait dépensé que

3,5 milliards. EDF, qui espère d'ici six mois y installer une troisième centrale nucléaire, va y transférer son siège de la zone Asie-Pacifique. Motorola compte y investir 6,6 milliards de dollars et Ericsson 5 milliards de dollars. Quant à Alcatel, il va prendre le contrôle de Shanghai Bell pour environ 2 milliards de francs.

Dans la situation de récession généralisée qui se profile, les grandes entreprises capitalistes, qui misent ainsi sur le marché chinois, entendent tirer profit d'une économie qui, malgré le ralentissement actuel, progresse encore au rythme de 7 % de croissance par an.

### LES GRANDS GROUPES CAPITALISTES À L'AFFÛT

L'entrée de la Chine dans l'OMC va entraîner l'abaissement des barrières douanières (à titre d'exemple,

les droits de douane passent de 80 % à 25 % dans le secteur automobile) et la suppression des quotas qui limitaient l'appétit des grandes entreprises attirées par la Chine. A l'exception du sel et du tabac, tous les produits vont pouvoir se frayer un chemin sur le marché chinois. Les limitations sur la surface des hypermarchés et sur le nombre de points de vente possibles à la même enseigne vont être modifiées. Carrefour, qui a déjà ouvert vingt-sept hypermarchés en Chine, espère ainsi en ouvrir au rythme de dix nouvelles unités par an. Le leader mondial américain, Wal-Mart, a reçu, il y a quelques jours, l'autorisation d'ouvrir ses premiers supermarchés à Pékin. Et, dans ce secteur de la grande distribution alimentaire, plus de deux cents dossiers d'implantations sont en attente.

Si, en théorie, le marché chinois

## Les ouvriers chinois da

**Le numéro de novembre d'Alternatives économiques consacre un dossier à l'industrie mondiale du jouet, on y trouve un aperçu des conditions extrêmes d'exploitation que les grandes entreprises capitalistes du monde entier imposent aux travailleurs chinois des zones franches. Une exploitation que l'entrée de la Chine dans l'OMC ne peut que renforcer.**

Le Hong Kong Christian Industrial Committee (HKCIC), un syndicat d'obédience chrétienne, a dénoncé les conditions de travail de l'usine City Toy, située dans la

zone franche de Shenzhen, où des travailleurs chinois fabriquent des jouets. On y fabrique notamment les petites figurines remises en cadeau dans les restaurants McDonald's. Selon ce syndicat, les ouvrières qui y sont employées sont payées l'équivalent de 20 francs pour une journée de travail qui dure seize heures dans le meilleur des cas, mais parfois vingt heures quand il y a de la presse à cause d'une commande urgente.

La dénonciation de cette exploitation féroce a eu pour seule conséquence que McDonald's a changé de fournisseur. On ne sait pas lequel il a choisi, mais une chose est sûre, il ne le paye pas plus puisque les salaires dans cette zone franche sont partout identiques.

Une autre dénonciation du même

genre, dirigée cette fois contre Hasbro, l'un des deux plus grands fabricants de jouets du monde (l'autre est Mattel, et les deux sont nord-américains), visait l'usine chinoise de Dor Lok qui fabrique des poupées pour le même groupe, là encore au rythme de seize heures par jour, sept jours sur sept. On y emploie couramment des mineurs de moins de 16 ans comme c'était le cas chez City Toy. Cette pratique ayant été dénoncée, cette entreprise s'est contentée de les licencier... vraisemblablement pour en réembaucher d'autres à la première occasion.

Généralement, des dortoirs crasseux sont installés à côté de ces entreprises appelées sweatshops, littéralement « usines à suer », de façon qu'ouvriers et ouvrières puis-

## TÉRESSE FALISTES ANGERS



Place du peuple à Shanghai.

représente 1,3 milliard de consommateurs, en réalité ils sont bien moins nombreux à être solvables. Mais même s'ils n'étaient que 10 % de ce nombre, cela représente un marché potentiel de 130 millions de personnes, ce qui correspond peu ou prou à la couche sociale qui a réussi à prospérer depuis que les dirigeants chinois ont décidé de réformer l'économie et de l'ouvrir à la pénétration capitaliste. Comme l'explique un expert économique chinois proche du pouvoir mais inquiet des conséquences de l'entrée dans l'OMC : « On adhère à l'OMC pour préserver le portefeuille des riches ». Il n'est donc pas étonnant que, parmi les entreprises qui applaudissent des deux mains à cette levée des barrières protectionnistes qui limitaient l'entrée des prédateurs impérialistes sur le marché chinois, on trouve les leaders du secteur des produits de

luxe et des cosmétiques, la société Louis Vuitton Moët & Chandon Hennessy (LVMH) de Bernard Arnaud ou le parfumeur L'Oréal (dont l'actionnaire principal, Liliane Bettancourt, reste la plus importante fortune de France), qui se réjouissent de pouvoir désormais contrôler leurs propres magasins en Chine, et donc d'augmenter leur emprise commerciale dans ce pays.

### LE RÉGIME INVITÉ À PAVER LA ROUTE AUX CAPITAUX ÉTRANGERS

Mais l'entrée de la Chine dans l'OMC, c'est-à-dire son alignement sur les règles qui régissent les échanges dans le monde capitaliste, s'accompagne de recommandations qui indiquent bien la nature de ces règles, qui ne sont pas celles d'un échange égalitaire comme voudraient le faire croire les défenseurs du monde impérialiste, mais celles d'un rapport de forces. Les dirigeants chinois sont invités par l'OMC à poursuivre leurs réformes économiques, c'est-à-dire à continuer de démanteler ce qui peut rester d'entreprises étatisées. Il leur est recommandé de continuer une politique économique qui a déjà passablement fait reculer le niveau de vie et la situation de la grande majorité de la population. Car l'ouverture au capital étranger, contrairement à ce que prétendent ceux qui en sont partisans, n'est grosse de développement économique que pour les grandes entreprises qui en bénéficient, et accessoirement pour ceux qui, parmi les classes dirigeantes locales, leur ouvrent la porte. Mais pour la grande majorité de la population, elle amène plutôt un grand bond en arrière.

Et ce n'est pas une clause de style. Les parlementaires européens, qui avaient à donner leur avis sur l'entrée de la Chine dans l'OMC, et qui ont largement approuvé cette entrée, avaient entre les mains un rapport qui ne dissimulait pas grand-chose de l'aggravation des conditions d'existence que cette entrée dans l'OMC pouvait engendrer pour la grande majorité de la population. S'appuyant sur des travaux d'économistes chinois qui, tout en étant en accord avec l'ouverture souhaitée par leurs dirigeants, avaient tenté

d'en mesurer les risques, le rapport relevait que « l'économie chinoise n'est pas assez forte, et les catégories les plus pauvres de la population chinoise devront payer le prix fort sous forme de chômage et d'insécurité sociale ».

### UNE DÉGRADATION POUR LES OUVRIERS ET LES PAYSANS

Ce qui menace la population chinoise, c'est notamment une explosion de chômage comme celle à laquelle on a assisté partout où l'économie étatisée a été démantelée. Dans la situation de précarité où se trouve une très large fraction de la population chinoise, cela ne peut que la plonger dans une misère plus grande. Actuellement, le chômage dans les villes chinoises est estimé à 15 %. Selon les dirigeants chinois, il reste encore 18 % des employés des entreprises d'Etat à licencier. Mais ce n'est pas tout. 30 % de la population paysanne, dans un pays qui compte quelque 900 millions de personnes travaillant dans l'agriculture, serait menacée de perdre toutes ressources. Cent vingt millions de paysans, selon les dirigeants chinois, pourraient se retrouver en situation d'aller chercher du travail en ville (pour autant que celui-ci existe !), du fait qu'ils ne pourront concurrencer l'importation massive de produits agricoles que va engendrer l'entrée dans l'OMC.

Au cours des vingt dernières années, la politique de prétendue réforme avait déjà considérablement détérioré la situation de la population, dégradant le système scolaire comme celui de la santé publique. Mais avec l'entrée dans l'OMC, c'est une série de barrières qui freinaient encore l'entrée du capital étranger sur le marché chinois qui vont sauter. En faisant ce choix, les dirigeants chinois ont choisi de s'aligner un peu plus sur le mode de fonctionnement de l'économie mondiale, celui qui fait pousser les bidonvilles au pied des gratte-ciel. Jusqu'à présent, l'Etat chinois a réussi à prévenir les risques d'explosion sociale qui ne peuvent que naître d'une telle situation. Pour combien de temps ?

Jacques FONTENOY

## ns les griffes du capital

sent être exploités le plus longtemps possible. Conformément à une pratique qui était autrefois celle des magasins des compagnies minières, le loyer du dortoir et la nourriture, d'un prix exorbitant par comparaison à la maigreur du salaire, sont prélevés directement sur les feuilles de paie.

Les conditions de travail et de sécurité ne sont évidemment pas respectées. Une organisation non gouvernementale a visité récemment des usines de Nan Hai (Guangdong), qui appartiennent à des sous-traitants de Hasbro et Wal-Mart. La température des ateliers variait entre 33 et 38°, faute de ventilation, y compris dans les ateliers de peinture ou d'assemblage. Il n'y avait aucun suivi médical. Des intoxica-

tions au benzène ont été signalées dans une usine de jouets de Zhurui.

Il s'y pratique le même système d'amendes qu'il y a un siècle. Dans une usine travaillant pour le groupe Disney, il existe un barème pour toutes les « fautes » commises par les travailleurs. Mickey est un père fouettard puisqu'il est interdit de fumer (42 francs), de parler (26 francs) et d'aller aux toilettes sans autorisation (4,20 F). Voilà ce qui se cache derrière les grilles d'usine surveillées, où les visiteurs sont interdits, les portes verrouillées pendant les heures de travail et bien sûr les ouvriers fouillés à la sortie. Cette répression n'empêche pas les risques d'incendie comme en a connu la Zhili Toy Factory à Shenzhen (87 morts et 47 blessés).

Et, bien entendu, les dirigeants de ces usines font la chasse aux militants syndicalistes, qui sont renvoyés s'ils sont découverts. Et les gardiens ne se privent pas à l'occasion de battre à coups de matraque les ouvriers.

Ces conditions de travail ne sont pas propres aux entreprises chinoises des zones franches et ne se limitent pas à l'industrie du jouet, on les retrouve dans de nombreux pays d'Asie comme l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, etc., ainsi que sur d'autres continents. Elles montrent en tout cas le vrai visage de ce monde capitaliste et de la « civilisation » qu'il promet.

J.F.

## Algérie

# UNE CATASTROPHE AMPLIFIÉE PAR LA DÉSORGANISATION SOCIALE



Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur le nord de l'Algérie, les 9 et 10 novembre, ont fait au moins 600 morts et 4 000 sans-abri. Et ce triste bilan n'a pas fini de s'alourdir vu que plus d'un millier de personnes sont portées disparues. Alger, la capitale, et plus particulièrement les quartiers populaires de Babel-Oued et Frais-Vallon, ont été les plus touchés.

Les conséquences humaines de cette catastrophe n'ont rien de naturel. Bien des Algériens l'ont souligné en dénonçant l'incurie des autorités et en prenant à partie les rares responsables qui se sont déplacés dans les zones sinistrées.

Si la topographie de la ville, construite à flanc de colline, augmente les risques en cas de très fortes pluies, ces risques ont été aggravés par une urbanisation anarchique et un manque d'entretien des réseaux d'assainissement, se traduisant notamment par des égouts bouchés ainsi que des routes et des constructions occupant les lits des rivières.

Quant aux autorités, elles se sont montrées aussi peu soucieuses de relayer l'alerte donnée par les services de la météo que de gérer après coup les conséquences de cette catastrophe. Dans les quartiers sinistrés, la population n'a dû compter que sur elle-même, les jeunes tentant avec les moyens du bord de dégager les victimes des amas de boue, d'arbres et des carcasses de véhicules.

Si la responsabilité des autorités, plus soucieuses de s'enrichir en pillant les caisses de l'Etat et de soigner leur clientélisme que d'améliorer le sort des plus démunis, est manifeste, elle

s'ajoute à d'autres fléaux qui ont maintenu ce pays, pourtant riche de ressources naturelles, en état de sous-développement. A commencer par les cent trente années de domination coloniale par l'impérialisme français et les huit années de guerre pour empêcher la population algérienne d'accéder à l'indépendance.

Devenu indépendant, le pays n'a pas pour autant échappé à l'emprise de l'impérialisme envers les pays sous-développés. Plus récemment, en 1994 et 1995, les plans de réaménagement de la dette publique imposés par les instances internationales l'ont enfoncé encore un peu plus dans la misère. La suppression du système de subventions pour les denrées de première nécessité, la réduction des dépenses sociales, les licenciements dans les entreprises publiques, ont conduit à un recul considérable du niveau de vie d'une grande partie de la population, tandis que le chômage atteignait 35 % de la population et bien plus chez les jeunes. Résultat, aujourd'hui, plus de 40 % de la population doit essayer de vivre avec moins de deux dollars par jour. Quant au problème du logement, il ne cesse de s'aggraver. On estime qu'il faudrait construire sept millions de logements pour satisfaire les besoins. Face à cette pénurie, bien des gens en sont réduits à construire des logements précaires, y compris dans des zones réputées-dangereuses.

Une fois encore, ce sont les populations les plus démunies qui font les frais de ces rapports économiques, fondés sur l'exploitation et la corruption.

Roger MEYNIER

Toulouse

# « ON VEUT DES FENÊTRES AVANT L'HIVER ! »



Rassemblement de protestation le 11 novembre sous un chapiteau.

A Toulouse, à l'appel d'associations du quartier du Mirail et avec le soutien d'organisations syndicales et politiques (dont Lutte Ouvrière), le rassemblement sur un parking de supermarché au cœur du Mirail le 11 novembre a été un succès. Malgré le vent glacial, près d'un millier de personnes se sont regroupées dans et autour du chapiteau dressé pour l'occasion. Il s'agissait de protester contre le scandale qui fait que près de deux mois après l'explosion d'AZF, plusieurs milliers de personnes attendent encore le début des travaux, alors que l'hiver est là.

Voici quelques extraits de l'intervention du représentant du Comité des résidents de la cité du Parc, à l'initiative de ce rassemblement.

« Nous avons été victimes de l'explosion d'AZF, il y a un mois et demi. Il y a eu les morts, les blessés et les accidentés du travail. Il y a aujourd'hui les menaces sur l'emploi de centaines de salariés qui ne sont en rien responsables de l'explosion. Et il y a les milliers d'habitants dont le logement a été partiellement ou totalement dévasté et qui voient arriver l'hiver sans fenêtres.

(...) Pour ce qui est des logements complètement détruits, le relogement provisoire des familles continue dans de mauvaises conditions. De nombreuses familles cohabitent encore dans un seul appartement. Et il faut bien le dire, beaucoup de gens ont eu de la chance d'avoir le soutien de leurs amis et de leur famille, car s'il avait fallu compter sur les lois de réquisition, elles seraient encore à la rue.

Pour ce qui est des logements partiellement détériorés et encore habitables, cinquante-deux jours après la catastrophe, les fenêtres et les vitres cassées n'ont pas été remplacées. A la place, il y a des contreplaqués ou des plastiques. Ça laisse passer la poussière, l'humidité et le bruit, et maintenant le froid!

(...) Et qui va payer les charges supplémentaires en gaz

et en électricité?

Malgré les angines, trachéites, gripes qui se multiplient, devons-nous baisser la tête, mettre trois pulls, et attendre en silence les travaux pour le printemps? Ce n'est pas possible.

(...) Je ne mets pas en cause les employés municipaux ou les bénévoles qui ont donné de leur temps pour nous aider. Mais nous sommes en droit de nous demander si la vraie raison des cellules de crise n'était pas de nous faire patienter avec une armée de psychologues, de conseillers divers et variés qui ont réussi à nous faire croire qu'on était tous des cas individuels, et qu'il y avait des numéros de téléphone miracles qui allaient régler nos problèmes. On a passé des heures à écouter les petites musiquettes d'attente. Et on a passé des heures à faire des queues pour faire des démarches individuelles, souvent pour obtenir juste un autre numéro de téléphone. Sinistré, c'est un métier à temps complet, mais où on se retrouve tout seuls à se battre contre des services qui se renvoient la balle.

(...) Alors, qu'est-ce qui bloque pour les travaux? (...) Les entreprises réclament une avance du tiers du montant des travaux. Et rares sont les particuliers ou les copropriétés qui ont ces réserves de trésorerie. L'assurance de l'AZF a souvent promis de faire ces avances, mais ça reste encore à faire! (...) Quand la demande de fenêtres est dix fois supérieure à l'offre de fenêtres, que se passe-t-il? Eh bien ce sont ceux qui sont les plus riches, les plus influents qui sont servis les premiers. Pourquoi le lundi 23 septembre toutes les vitrines du centre-ville étaient déjà remplacées? Et pourquoi après un mois et demi aucune fenêtre n'est encore remplacée à la cité du Parc? Pour la même raison. Parce que les uns ont les moyens, et les autres non.

(...) Pour transporter les morceaux d'Airbus de Bordeaux à Toulouse, l'Etat a su utiliser une loi autoritaire, une loi d'urgence absolue qui permet d'exproprier les terrains pour élargir la route. Cette loi leur permet de mettre en place une procédure dérogatoire, qui passe par-dessus toutes les

autres lois. Pour les morceaux d'Airbus, l'Etat bouscule les lois, alors que pour les sinistrés, il baisse les bras et déclare son impuissance (...).

Nous sommes dans une situation d'urgence absolue. Cinquante mille sinistrés sans fenêtres, c'est un trouble à l'ordre public... C'est à l'Etat de jouer son rôle et d'intervenir avec ses moyens de contrainte pour un retour rapide à une situation normale. Il doit faire les avances de trésorerie nécessaires pour que les travaux commencent. Il se fera rembourser par AZF ou par les assurances. Il doit passer commande aux entreprises pour qu'elles travaillent en priorité pour les sinistrés.»

Du côté de la mairie de Toulouse, avant le rassemblement, le maire Douste-Blazy a fait une conférence de presse pour lever les bras au ciel et étaler son impuissance. Le lende-

main même du rassemblement, le lundi 12 novembre au matin, à la première heure, à la cité du Parc, sept camions de la mairie se sont présentés en bas des immeubles avec une dizaine d'ouvriers pour proposer aux habitants de mettre des feuilles de Plexiglass aux fenêtres en remplacement du contreplaqué. Du bricolage, encore et toujours.

Quant au président socialiste du Conseil général, dans un face-à-face télévisé avec un sinistré réclamant des fenêtres, il a parlé de démagogie. Ce n'est pas lui qui grelotte ou paie les notes d'EDF. Il y a bien eu quelques élus socialistes au rassemblement pour affirmer leur solidarité (ça ne leur coûte pas cher) et dire qu'ils feraient le nécessaire pour résoudre ce scandale, qu'ils lui téléphoneraient. Mais Jospin doit être aux abonnés absents. Des discours et... toujours pas de fenêtres.

Pour les responsables locaux des pouvoirs publics, il n'y a rien d'autre à faire que d'être patient. Mais la patience a des limites et les limites ont été dépassées.

C'est ce que doivent affirmer à nouveau les sinistrés le mercredi 14 novembre dans une manifestation des familles l'après-midi, et un rassemblement devant la préfecture en soirée. Le lendemain, jeudi 14 novembre, des délégations massives iront dans cinq mairies de quartier exiger que les pouvoirs publics assument leur rôle.

C'est bien à l'Etat de payer, d'avancer les fonds nécessaires pour que les travaux commencent sans plus tarder, quitte à se faire rembourser plus tard par AZF ou les assurances. C'est bien à l'Etat de passer commande du nécessaire auprès des entreprises pour qu'elles travaillent en priorité pour les sinistrés.

## Grande-Paroisse AZF - Toulouse

# LE PATRON DÉVOILE SON PLAN

Le directeur d'AZF Toulouse a annoncé que tout serait fait pour qu'un « plan industriel » aboutisse à un redémarrage de l'usine, mais que... TotalFinaElf ne s'était pas encore prononcé là-dessus. Un redémarrage de l'usine? mais avec qui? Un « plan industriel », mais avec combien de salariés? Et pourquoi les dirigeants de TotalFinaElf ne se sont pas encore prononcés... près de deux mois après l'explosion? Qu'attendent-ils pour annoncer vraiment la couleur? Des questions sans réponses, pour mieux endormir les travailleurs, voilà ce qu'on peut en conclure! D'autant qu'il n'y a pas que les vagues discours, il y a aussi des mesures bien concrètes.

Pour résumer, les ouvriers seront payés jusqu'en décembre, mais à partir de janvier, à part une centaine d'entre eux qui seront pris à des tâches de sécurité ou à des tâches administratives, le

reste, les quatre cinquièmes seront en chômage technique ou partiel, avec des périodes de formation bidon jusqu'en mars, avec une paie diminuée. Et en avril, on nous promet un plan « social » avec comme pour tout plan « social » qui se respecte des reclassements bidons, une antenne emploi. C'est-à-dire que les « volontaires » qui n'auront pas accepté les « mutations temporaires » ou la « mobilité définitive » seront plus ou moins à la rue ou pas loin. Quant aux anciens, le directeur n'a pas dit comment on traitera leur cas.

Le plan du patron est une belle escroquerie. Contre cela, seule la lutte collective, le rapport de forces peut faire en sorte que personne ne passe à la trappe. Mais pour l'instant les syndicats ont l'air de se diriger vers autre chose : peser auprès des « décideurs » pour un plan industriel... meilleur. Quant aux travailleurs,

ils sont pour l'instant sous le coup de toutes ces nouvelles très inquiétantes pour leur avenir.

Pourtant, comme le bulletin Lutte Ouvrière - Grande Paroisse (AZF) : « Le seul objectif réaliste c'est de se battre pour la garantie du salaire, ici, à Toulouse, et pour un départ des plus anciens aux meilleures conditions. C'est bien plus réaliste que de courir après des élus en campagne électorale, pour aller contre une décision de fermeture qui avait peut-être déjà été prise avant l'explosion par les dirigeants de TotalFinaElf, même s'ils n'osent pas encore l'annoncer. Nous avons des alliés. Tous les salariés qui se battent aujourd'hui contre les plans de licenciements, mais aussi tous les sinistrés qui se battent pour que Total paie pour la casse dont il est responsable »

Correspondant LO

## SNCF - Orléans Les Aubrais

Jamais deux sans trois, le proverbe vient de se vérifier lundi 12 novembre sur la ligne SNCF entre Vierzon et Les Aubrais. Cela fait trois lundis de suite que des trains tombent en panne le matin, entraînant des retards de 45 mn à quatre heures pour bon nombre de trains, à des jours et des heures où tout le monde va à l'école ou au travail!

Le plus important, et le plus long incident, s'est produit à Theillay (en pleine Sologne) il y a trois semaines. Les moteurs de la locomotive d'un train de voyageurs ont grillé, entraînant le blocage des essieux. La deuxième locomotive venue chercher le train en panne n'a pas pu le déplacer et il a fallu

attendre que le train de secours équipé du matériel nécessaire vienne de Tours pour faire glisser la locomotive en panne sur des patins spéciaux. Auparavant, il existait bien des trains de secours à Vierzon et aux Aubrais-Orléans, mais par souci d'économie, la SNCF les a supprimés! Ce n'est que quatre heures après que le trafic a pu redevenir normal et bien des trains ont été supprimés.

Le lundi suivant 5 novembre, c'est encore la locomotive d'un train de voyageurs du matin qui rendait l'âme à Lamotte-Beuvron (toujours en Sologne), occasionnant cette fois des retards jusqu'à 1 h30. Et lundi 12 novembre, toujours à Lamotte, encore une nou-

velle panne, cette fois sur un train de voyageurs vide mais qui a bloqué plusieurs trains derrière pendant 45 minutes!

Tous les cheminots s'accordent à dire que les pannes et incidents sur les trains sont de plus en plus fréquents. Et pour cause, les locomotives sont de moins en moins souvent passées en révision, elles sont de plus en plus vieilles et la politique de la SNCF est de leur faire parcourir un maximum de kilomètres sans entretien. De nombreux ateliers d'entretien ont été fermés, comme ici aux Aubrais, et dans ceux qui restent c'est le maximum d'économies en personnel!

La même politique est appliquée sur les infrastructures, qui vieillissent. Sur cette ligne, la modernisation de la voie est repoussée d'année en année depuis quatre ans, de même que la mise en service d'un équipement qui permet de faire s'écouler le

trafic d'un même sens sur les deux voies. Alors, quand il y a des pannes, les procédures de sécurité sont tellement lourdes sans cet équipement que les trains s'entassent derrière celui en panne.

La SNCF et RFF (qui s'occupe du réseau des voies ferrées, créé par la droite pour scinder exploitation et infrastructures et que la gauche avait promis de supprimer mais dont Jospin et Gaysot se sont bien accommodés) pratiquent sur les investissements et les effectifs des économies à outrance qui inquiètent bien des cheminots.

Une dernière information risque de mettre bien des cheminots en colère. Alors que beaucoup d'entre nous accumulent les repos et congés en retard, alors que la SNCF nous demande de passer de plus en plus de temps

en tête des trains et que nos conditions de travail empirent, la direction vient d'avouer qu'elle n'avait pas les autorisations d'embauches pour les deux prochains stages de formation de jeunes conducteurs qu'elle nous avait pourtant promis alors que de nombreux camarades partent en retraite l'an prochain. Dans les bureaux de la direction générale, ils auraient fait les comptes, et à cause de la moins bonne santé du trafic fret (-8%), il y aurait 480 conducteurs en «sureffectif» au niveau national!

Dans les salons du PDG de la SNCF, qui se dit «socialiste», et du ministre des Transports, qui se dit «communiste», il y a peut-être des sureffectifs mais il n'y a rien, à part des discours hypocrites, qui se distinguent d'une politique au service des patrons.

Correspondant LO

## SNCF - Juvisy (Essonne) Ligne C

### PAS DE PAUSE POUR L'ACTION

Bien que, lors des grèves de ce printemps, la direction de la SNCF ait décrété une pause pour son projet Cap-client, elle tente néanmoins de le faire passer, sous couvert de nombreuses restructurations. Ce projet vise à organiser les cheminots par activités (Ventes grandes lignes, Banlieue parisienne, Infrastructures, Fret, etc.). Dans les gares ce peut être aussi la mise en place d'équipes ciblées «grandes lignes» ou «banlieue», voire spécialisées par produit (Cartes intégrales, Voyages en groupes, Internationaux...). Il s'agirait d'introduire les techniques de gestion du commerce et de l'industrie, mais aussi et surtout d'introduire des divisions entre cheminots, selon les activités, puis de petites équipes de production. La crainte générale est bel et bien là, du cloisonnement dans des tâches limitées, de la dégradation voire de l'abandon du service public, du risque de privatisation.

Mais les choses ne se passent pas aussi bien que prévu pour la direction. Ses projets convainquent peu de monde pour l'instant. En banlieue parisienne, la tradition veut que tous les guichets vendent tous types de billets. Depuis quelque temps, la SNCF s'est mise à séparer davantage les guichets grandes lignes, à tenter de concentrer cette vente dans des bureaux spécialisés, des boutiques en ville, de la télévente. A présent, elle voudrait structurer les vendeurs par équipes spécialisées.

A Juvisy et Brétigny (Essonne), la tentative de création d'une équipe Grandes lignes a suscité l'inquiétude, puis le rejet. Crainte de l'appauvrissement des tâches, crainte de devoir faire des choix d'activité au lieu de vendre de tout, crainte d'être séparés les uns des autres alors que l'on circule beaucoup actuellement d'un poste à l'autre. Bref, les syndicats ont déposé un préavis de grève recon-

ductible contre cette mise en œuvre au début novembre 2001. Et la grève a démarré massivement le 5 novembre, la grande majorité des gares étaient fermées à la vente!

L'assemblée générale a été très nombreuse et une nouvelle génération de jeunes embauchés a connu sa première grève. Les grévistes ont rencontré - une première aussi! -, le patron, qui a justifié son projet par la nécessité de «professionnaliser les métiers et d'augmenter le chiffre d'affaires». Ce qui a augmenté la colère. Un tract élaboré et distribué par les grévistes a permis de discuter avec les usagers et de faire davantage pression sur la SNCF qui ne les a évidemment jamais consultés sur ces projets. Or un client, dans certains cas, devra faire un long parcours pour acheter des billets grandes lignes. Dans la grève, les revendications se sont affinées: maintenir la formation et de la vente grandes lignes dans tous les guichets, permettre les remplacements dans cette équipe par les mêmes vendeurs que les guichets banlieue, réorganisation de certains guichets, entre autres. Ce n'était plus le rejet pur et simple, mais l'envie de combattre ces projets à une autre échelle.

Après une montée des grévistes à la Région Montparnasse et trois jours d'une grève toujours aussi forte, la direction a repoussé son projet au 1<sup>er</sup> janvier, accepté les revendications mises en avant et concédé des revalorisations de postes.

Ces quelques jours de grève ont été un avertissement pour la SNCF, qui voudrait nous déplacer «comme des pions», disaient certains grévistes, et particulièrement les jeunes. Ceux-là en tout cas ont fait une première expérience qui leur montre que la grève est le moyen de se faire entendre.

Correspondant LO

## Exel Lisses (Essonne)

Les salariés d'Exel assuraient depuis treize ans à Lisses (Essonne) la gestion des stocks et la préparation des livraisons (essentiellement textile et alimentaire) des magasins Marks et Spencer pour toute la France. Cette multinationale, aujourd'hui à capitaux anglais, assure dans d'autres entrepôts les mêmes services en sous-traitance pour les groupes Intermarché ou Auchan par exemple.

Depuis le 29 octobre, la quasi-totalité des 162 salariés sont en grève totale, assurant une présence permanente, jour et nuit, semaine et week-end, aux portes de l'entrepôt. En deux semaines, seuls deux camions ont été autorisés à sortir, en échange de l'ouverture de négociations.

L'annonce du «plan social», qui prévoit la fin de l'activité actuelle en se débarrassant de la totalité du personnel du site, a provoqué cette réaction unanime des travailleurs des quais et des bureaux. En effet, la reprise des magasins Marks et Spencer par les Galeries Lafayette ne

vaut pas pour ces salariés sous-traitants. Les représentants des Galeries Lafayette auraient expliqué que ses plates-formes logistiques, déjà existantes, suffiraient à absorber le surcroît d'activité provoqué par les nouveaux magasins à son enseigne.

Fin mars 2001, l'annonce de la fermeture des Marks et Spencer avait, à juste titre, suscité l'inquiétude et un début de réaction, avec la participation des syndicats du site aux manifestations d'Evry, avec les «LU» de l'usine Danone, toute proche, et même des Marks et Spencer de Londres. Mais les propos rassurants que tient la direction d'Exel depuis le début de l'affaire, la promesse de tout faire pour trouver d'autres marchés a entretenu un climat d'attente qui a permis à la direction de préparer ses coups en douce. Ainsi, la récente installation d'une nouvelle activité d'approvisionnement de magasins BHV, occupant une dizaine de salariés du site depuis trois mois, a fait espérer que ce nouveau client pourrait, à terme, assurer

une activité de remplacement. Mais les grévistes découvrent maintenant que cette activité cesserait fin décembre! Bien plus, pour assurer la continuité des livraisons au BHV, Exel a ouvert une sortie «sauvage» pour les camions, coupant le grillage qui la sépare de sa voisine, «Géodis», une entreprise soi-disant concurrente. Concurrente dans les affaires commerciales, mais solidaire contre des travailleurs qui se défendent! Cet épisode a été l'occasion de montrer la hargne de quelques responsables et du directeur. Une salariée, qui tentait de s'opposer au passage d'un premier camion, a été blessée par eux. Elle a déposé plainte.

La direction n'avait jamais imaginé que la grève pourrait durer si longtemps. Inquiète de la tournure des événements, elle vient d'appeler la justice en renfort, demandant en référé l'évacuation du piquet de grève. Une nouvelle épreuve que les grévistes, décidés à tenir le temps qu'il faudra pour se faire respecter, attendent de pied ferme.

### Réactions de grévistes

Propositions de reclassement dans le groupe Exel ou nouveau travail dans la région, ou indemnités de licenciement substantielles, les attentes des grévistes peuvent être diverses. Dans tous les cas, le groupe Exel a les moyens de satisfaire tout le monde. L'activité de logistique, en plein développement ici (noeud autoroutier entre l'A5, l'A6 et la Francilienne) avec la construction récente ou en cours d'une dizaine d'entrepôts géants, doit permettre un reclassement dans les

environs du personnel qui le souhaite. Et les profits du groupe Exel, accumulés depuis des années, suffiraient à payer ceux qui souhaitent se reclasser. Dans ce contexte, la cessation d'activité du site est d'autant plus incompréhensible aux grévistes: «Se débarrasser de nous, c'est une façon pour le patron de "repartir à zéro" avec du personnel au Smic à 35 heures, sans participation et sans 13<sup>e</sup> mois» soupçonne cette gréviste, pourtant tout juste payée 6300 F net.

«Après les remarques de l'inspecteur du travail sur la pauvreté du premier plan social qui vient d'être rejeté, la direction a sorti du jour au lendemain 228 propositions de postes. Comment les prendre au sérieux? Une centaine d'offres sont à Béziers, sur un site qui n'est pas encore construit!». «228 postes, ils se foutent de nous! Ils s'apprêtent à nous jeter dehors, avec une misère d'indemnité, et ils feraient croire qu'ils manquent de main-d'œuvre?»

Éditorial des bulletins d'entreprise  
du 12 novembre 2001

# JOSPIN-GUIGOU SOIGNENT LES CLINIQUES PRIVÉES AVEC L'ARGENT DE LA SÉCU

Il a suffi que les patrons des cliniques privées entament une grève prétendument illimitée pour que le gouvernement, en la personne de sa ministre du Travail Elisabeth Guigou, se précipite pour les recevoir et pour leur accorder 1,7 milliard de rallonge, venant s'ajouter au 1,4 milliard de subventions que l'État a déjà promis. En 48 heures, l'opération était donc bouclée, et les patrons se déclaraient satisfaits. Ils auraient tort de se plaindre de ce gouvernement qui a cédé avec célérité à un chantage éhonté. Ces messieurs ne sont pas les derniers à crier au scandale lorsque des travailleurs agissent pour défendre leur emploi, leur gagne-pain, et à joindre leurs voix à ceux qui accusent les travailleurs qui font grève de prendre les usagers ou les autres salariés en otages.

A cette hypocrisie s'en

est ajoutée une autre. Ils ont osé prétendre que leur action avait pour objectif de leur permettre d'augmenter les salaires des infirmières et du personnel de leurs cliniques, dont les salaires étaient nettement inférieurs à ceux du secteur public. Il n'a pas fallu attendre longtemps, après la signature de la promesse, pour apprendre que, sur les trois milliards au total que les propriétaires de cliniques privées vont toucher, 600 millions, soit le cinquième de la somme, sont destinés à un « fonds de modernisation des cliniques privées », donc non pas à augmenter les salaires des infirmières mais à améliorer la valeur de leurs cliniques.

Quant au personnel des cliniques, rien ne dit qu'il sera augmenté en proportion de la subvention gouvernementale – sauf peut-être les médecins, qui sont bien souvent aussi actionnaires de ces cliniques, et qui sont déjà rémunérés plus que leurs collègues

du public. Car le gouvernement s'est bien gardé d'exiger le moindre contrôle sur l'utilisation des sommes qu'il va distribuer. Comme à chaque fois d'ailleurs!

Pourquoi, pour augmenter les infirmières et le petit personnel des cliniques, ne prendrait-on pas sur les revenus des médecins, sur les profits des actionnaires de ces cliniques, dont certaines appartiennent à des sociétés cotées en bourse, dont une filiale de Vivendi?

On nous répète que la Sécu a bien du mal à boucler ses comptes, en grande partie parce que la part patronale a été réduite. On en prend prétexte pour rogner sur les remboursements des soins, réduisant les moyens pour les plus démunis de se soigner. On ferme des hôpitaux et des maternités de proximité. C'est qu'en fait la Sécurité sociale est utilisée moins pour la santé des cotisants que comme vache à lait au service des

cliniques privées.

Pourquoi faudrait-il donc que l'argent public, l'argent des travailleurs, serve à enrichir certains médecins qui, après avoir été formés dans les hôpitaux publics, opèrent dans des cliniques privées?

Cet argent serait bien plus utile s'il servait au fonctionnement des hôpitaux publics, en augmentant leur capacité d'accueil au lieu de la réduire, en faisant les investissements dans les équipements qui autorisent la meilleure qualité des soins possible. Car la santé devrait être un service public, au service de tous, et pas un moyen pour quelques-uns de s'enrichir!

Les choix du gouvernement sont à l'opposé. Et ils sont révélateurs.

Quand une catégorie professionnelle, aujourd'hui les directeurs et les propriétaires de cliniques, hier les patrons des transports routiers, fait semblant de crier misère, le gouvernement fait diligence et

cède à leurs exigences. Mais il ne manifeste pas la même complaisance lorsqu'il s'agit des travailleurs ou des chômeurs. Quand ces derniers manifestaient pour réclamer le relèvement des minima sociaux, c'était porte close. Jospin les accusait même de vouloir « casser la croissance ». Quand les travailleurs de Moulinex, ou ceux de l'Alstom, de Philips, entre autres, réclament le maintien de leur emploi, c'est-à-dire le droit à leur salaire sans lequel ils ne peuvent vivre, ils se heurtent eux aussi à des fins de non-recevoir.

S'il fallait une preuve que le gouvernement des Jospin, Guigou, Fabius est au service des riches, son attitude récente à l'égard des propriétaires et des actionnaires des cliniques privées en est une. Une de plus!

Arlette LAGUILLER

**CRAMIF**  
(Caisse régionale d'assurance  
maladie d'Ile-de-France)  
(Paris 19<sup>e</sup>)

## DES ÉCONOMIES SCANDALEUSES AUX DÉPENS DES INVALIDES

Les personnes invalides, si elle ont cotisé précédemment en tant que salariées, perçoivent une prestation, appelée pension d'invalidité. En outre, elles peuvent percevoir également, si leurs revenus restent modestes, une allocation appelée FSI (Fonds spécial invalidités), anciennement FNS qui, elle, relève du principe de solidarité et ne dépend donc pas de cotisations antérieures.

En fait, l'attribution de cette allocation FSI versée par la Cramif (Caisse régionale d'assurance maladie) n'est jamais définitive. Elle n'est versée qu'aux assurés qui résident en France de manière permanente, et son montant varie en fonc-

tion des ressources de l'intéressé, ou du couple s'il est marié.

Il ne faut pas avoir de gros revenus pour espérer toucher cette allocation FSI puisque le plafond trimestriel de ressources est fixé pour un célibataire à 11 228F (moins de 4000F par mois), ou à 19 667F pour un couple marié (soit environ 6 500F par mois). La Cramif a toujours interrogé les invalides sur leur situation familiale et se contentait, jusqu'alors, soit d'une fiche d'état civil, soit d'une simple déclaration faite par l'assuré sur sa situation familiale.

Mais depuis peu tout a changé. Ressortant et réinterprétant

une demi-phrase d'un alinéa d'un article du Code de la Sécurité sociale, la direction de la Cramif décrète dorénavant que les personnes mêmes mariées mais ayant une résidence distincte de fait depuis plus de deux ans sont assimilées à des célibataires!

Cette interprétation fallacieuse et toute nouvelle de la part de la direction n'est évidemment pas innocente, car il est évident pour tout le monde que la plupart des invalides qui se retrouvent dans cette situation sont des assurés étrangers ou d'origine étrangère. Le mari est en France et la femme est au pays, sans que pour cela ils aient rompu leurs liens familiaux

d'aucune manière. Autrement dit, si les circonstances contraignent un couple à avoir des résidences séparées, la Cramif prononce le divorce!

La conséquence de cette nouvelle interprétation est évidemment financière, certains couples qui avaient droit à l'allocation FSI peuvent ne plus y avoir droit, car la Cramif peut décréter que la personne invalide est « célibataire », avec des ressources qui dépassent le « plafond célibataire ».

Bien évidemment, les étrangers ne sont jamais désignés en tant que tels par la direction, mais ils sont les plus nombreux, et de très loin, à rentrer dans ce cas de figure, en particulier ceux

originaires des pays du Maghreb. Ils sont aussi en conséquence les premiers à se voir supprimer l'allocation FSI pour dépassement de plafond de ressources.

Beaucoup d'employés, et même des cadres, chargés d'appliquer ces nouvelles mesures n'approuvent pas de tels procédés profondément discriminatoires, qui permettent de faire des économies sur le dos d'assurés invalides parmi les plus démunis. Et nombre d'entre nous souhaitent vivement que ces manipulations scandaleuses soient dénoncées sur la place publique.

Correspondant LO

Hôpitaux publics

POUR LES 35 HEURES,  
IL FAUT 10% D'EMBAUCHES



Manifestation du 13 novembre à Paris.

Le protocole de Guigou sur les 35 heures a beau continuer son chemin en haut lieu, dans les dédales de l'Etat (il devait passer le 14 novembre devant le conseil supérieur de la fonction publique hospitalière), il suscite toujours autant de rejet dans les hôpitaux.

Trois semaines après la précédente, il y a eu à nouveau une journée de grève et une manifestation régionale, appelée par les syndicats hospitaliers d'Ile-de-France, le mardi 13 novembre. La manifestation parisienne a réuni un peu plus d'un million de personnes, venant d'au moins vingt-cinq hôpitaux, dont quatre établissements psychiatriques.

festants, le cortège de l'hôpital comptait une centaine de personnes.

A Saint-Antoine, la grève votée jusqu'au 15 novembre continuait. Le piquet de grève, toujours en place, a organisé un barbecue géant et continue à faire signer aux visiteurs une pétition de soutien. Mais, depuis plus d'un mois que la grève dure, la fatigue se fait sentir. Les syndicats ont organisé un référendum dans les services pour savoir ce que souhaite le personnel. Le résultat devait être communiqué lors de l'AG du 15 novembre.

revendications à un député du Parti Socialiste, Pierre Bloch, qui ne s'est pas pressé pour les recevoir.

Lundi 12 novembre, l'assemblée générale a réuni cent personnes et a reconduit la grève jusqu'au lendemain de la manifestation du 13 novembre. Tous les regards étaient tournés vers les hôpitaux encore en grève, et surtout vers le plus proche, Saint-Antoine.

UN MOUVEMENT QUI DURE

Le mouvement de protestation contre les 35 heures façon Guigou en est à présent à deux mois et demi d'existence. Il a été marqué par cinq journées de manifestations dans la région parisienne et dans plusieurs villes du pays. Il a aussi entraîné des établissements à se mettre en grève reconductible pour des durées longues : l'hôpital Henri-Mondor, la Pitié-Salpêtrière, Saint-Antoine, Paul-Guiraud pendant plus d'un mois, Beaujon et René-Muret, trois semaines. Et cela pour ne parler que d'hôpitaux de la région parisienne.

A la Pitié-Salpêtrière, la protestation persiste, même si la participation aux assemblées générales a diminué. A celle du mardi 6 novembre, au retour d'une semaine de congés, une soixantaine de personnes ont reconduit la grève à l'unanimité (moins les représentants du syndicat Sud qui se sont abstenus), jusqu'au mardi 13 novembre, jour de la manifestation. Il faut dire que le matin même, la rencontre avec le directeur s'était mal passée. Celui-ci avait de nouveau brandi des menaces de retraits sur salaires et affiché un tel mépris que le personnel n'eut qu'une seule envie : continuer la grève. De plus, les cadeaux du gouvernement aux cliniques privées ont eu comme effet de renforcer la légitimité de la grève dans les esprits. Malgré le peu d'enthousiasme des directions syndicales locales pour aider le mouvement, et la fatigue des mani-

LA CONTAGION DE LA GRÈVE

A l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP), il y a bien des établissements qui, sans se mettre en grève, ont participé à l'une ou l'autre des 5 journées de manifestations qui se sont succédé depuis septembre. C'était le cas de l'hôpital Trousseau où un vote à bulletins secrets organisé début novembre a recueilli une majorité écrasante de oui à la grève reconductible : celle-ci s'est donc installée depuis le 5 novembre. Le mouvement est dynamique, comme le montre le nombre d'inscrits au piquet de grève qui se tient de 6 heures à 22 heures : 60 volontaires quotidiens sur un effectif total de 800 personnes (soit 300 présentes au travail chaque jour). Pourtant les difficultés rencontrées par les grévistes sont les mêmes que partout ailleurs. En particulier, les assignations sont nombreuses, et seuls des techniciens organisent eux-mêmes leur planning de grève.

Les médecins ne s'empressent pas de faire baisser l'activité pour tenir compte du mouvement. Jeudi 8 novembre, les grévistes ont convoqué une réunion des chefs de service pour les amener à changer d'attitude, sans succès, il est vrai.

Le personnel est aussi allé manifester devant la mairie du 12<sup>e</sup> arrondissement pour faire entendre ses

LE PROBLÈME DE L'EMBAUCHE RESTE POSÉ

D'autres établissements vont-ils prendre le relais et se mettre à leur tour en grève reconductible ? Les fédérations syndicales n'y poussent pas plus maintenant qu'au début. Elles projettent seulement un nouveau temps fort le 27 novembre, où pour la première fois, une manifestation nationale à Paris devrait être organisée.

En attendant, tout ne rentre pas dans l'ordre pour les directeurs d'hôpitaux pressés d'en arriver à la phase locale des négociations. Ainsi, à Beaujon, le directeur qui est Monsieur 35 heures au niveau national, a dû renoncer à faire discuter dans les services les grilles de mise en place des 35 heures. Par exemple, dans le service de chirurgie thoracique, trente-cinq personnes se sont réunies pour refuser. Certains chefs de service ont eux-mêmes dit non à ces discussions.

En effet, la conviction demeure que, sans embauche, la nouvelle organisation du travail ne peut se faire qu'au détriment de nos conditions de travail, ou est tout simplement impossible. Ce qui indigné aussi, c'est que le gouvernement cède aux patrons de cliniques. Le sentiment général est qu'il laisse tomber le service public.

Alors, au-delà des journées régionales ou nationales, toutes les raisons subsistent pour que le mouvement continue.

Correspondant LO

Hôpital René-Muret-Bigottini  
Sevran (Seine-Saint-Denis)

TROIS SEMAINES EN GRÈVE

A l'hôpital René-Muret-Bigottini, en Seine-Saint-Denis, la grève a démarré le jeudi 18 octobre. Plusieurs assemblées générales s'étaient tenues auparavant, où le contenu du texte sur les 35 heures proposé par Guigou avait été discuté. Mais pour tout le monde, ce qui comptait, c'était les effectifs supplémentaires à créer. Car déjà aujourd'hui, le personnel croule sous le travail : en temps habituel, c'est souvent une seule infirmière et quelques aides-soignantes pour plusieurs ailes de l'hôpital, soit 80 malades, ce qui est inadmissible.

Un piquet de grève a été organisé dans le bloc central de l'hôpital, où chacun venait pointer le matin à l'heure de l'embauche. La grève a été suivie par une centaine de personnes, sans compter les grévistes assignés par la direction, sur un effectif total d'environ 800 personnes. Ils ont demandé à la direction d'annuler les admissions pen-

dant la grève. Mais comme elle a refusé, ils ont décidé en assemblée générale de descendre les lits au piquet de grève, au fur et à mesure qu'ils se vidaient, avec la sortie des malades. Le 25 octobre, jour de la manifestation des hôpitaux à Paris, il y avait 16 lits au piquet de grève et à la suspension du mouvement, il y en avait 113... et la direction a dû finalement annuler les admissions.

Une assemblée générale se tenait tous les jours, pour décider des actions : contacts avec les hôpitaux proches, comme Robert-Ballanger ou Avicenne, rencontre avec le maire de Sevran, distribution de tracts à la population, visite à la direction générale de l'AP-HP...

La grève a été suspendue, mais aucun problème n'est réglé et, mardi 13 novembre, il y avait une cinquantaine de manifestants de René-Muret-Bigottini à Paris avec les autres hôpitaux.

Arlette Laguiller avec les hospitaliers

Jeudi 8 novembre, une cinquantaine de grévistes de l'hôpital Trousseau se sont rassemblés devant la mairie du 12<sup>e</sup> arrondissement. Une délégation de trente grévistes de l'hôpital Saint-Antoine les a rejoints.

Notre camarade Arlette Laguiller a participé à leur rassemblement. La pluie et la grêle

s'étant mises de la partie, c'est dans le hall de la mairie qu'elle a pu discuter avec de nombreux manifestants de leurs problèmes et de leur colère, notamment devant les milliards que Guigou a rapidement cédés aux patrons des cliniques privées.

« Ta présence nous a fait chaud au cœur », lui a dit un gréviste.



## Alstom Belfort

# 600 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, DONT 250 « MISES À LA PORTE »

Le plan de 1 500 suppressions d'emplois, annoncé il y a un an et demi dans le secteur Energie de plusieurs usines Alstom (Lys-lez-Lannois, La Courneuve, Belfort), a été appliqué cette année.

A Belfort, où 600 postes sont supprimés, la première vague a com-

mencé début mai, d'abord dans des bureaux d'études et des services de techniciens, puis, après le retour des congés d'été, dans les ateliers. Par services, par chantiers, les uns après les autres, voici un extrait de la lettre remise aux travailleurs que la direction veut licencier:

solution», pour les premiers depuis maintenant six mois.

La grande majorité a entre 45 et 54 ans, avec vingt, trente ans et plus d'ancienneté dans l'usine. Les malades et handicapés n'ont pas été épargnés. Globalement, les patrons veulent se débarrasser des travailleurs aux salaires les plus élevés, même si ceux-ci n'ont guère augmenté depuis quinze ans, et aussi au passage se débarrasser de militants actifs à s'opposer aux plans dits «sociaux»: des délégués têtes de liste de la CGT et de FO du secteur Machines électriques font partie de la dernière charrette.

La direction, relayée par les pouvoirs publics et les suppôts locaux du gouvernement, socialistes ou chevènementistes, racontait jusqu'à maintenant que des centaines d'emplois équivalents étaient disponibles dans la région pour les futurs licenciés. En fait, les seules propositions sont des postes payés au Smic et souvent éloignés. Mais surtout, après les entretiens, il n'y a pas de réponse de la part de ces entreprises pour les embauches.

La direction cherche à nous mettre dehors pour ne pas avoir à nous reclasser dans l'usine où nous sommes plus de 6000 à travailler. Or, les secteurs du Ferroviaire, des Supraconducteurs, les Turbines gaz vendues à General Electric regorgent de commandes et de travail.

Beaucoup de travailleurs, licenciés de fait, réclament d'être reclassés dans l'usine. Certains, une petite minorité, n'acceptent pas d'être mis

à la porte, et malgré les conditions imposées par la direction - fermeture de locaux, téléphone coupé, ordinateurs débranchés, huissier et gardes pour la moindre réunion - ils reviennent à l'usine, interpellent les directions, les pouvoirs publics qui sont complices des dirigeants d'Alstom licenciés; ils ont aussi brisé un certain «mur du silence» de la presse locale, qui a dû se faire l'écho de la situation réelle des travailleurs jetés à la rue.

### Au lieu d'interdire ces licenciements, ils les subventionnent

Le préfet, tous les représentants du gouvernement, les Chevènement, Proust, Forni et compagnie font campagne pour vanter, d'une part les grosses commandes de la SNCF à Alstom sans aucune contrepartie pour l'emploi, et d'autre part les millions de subventions accordés aux patrons à Belfort, soi-disant pour diversifier les emplois.

Seize millions de francs de fonds publics, un prêt de 67 millions garantis par le Conseil général sont destinés à General Electric qui va installer ses bureaux au Technopole, dans des bâtiments construits aux frais de la collectivité, à proximité de ses ateliers se trouvant sur le site Alstom. La Ville de Belfort, elle, paie entre autres le parking pour le personnel. Ils nous disent que General Electric se serait «engagé» à créer deux cent cinquante emplois d'ici à trois ans, avec en prime (d'Aménagement du territoire) 50000 F par emploi prétendument créé! Et sont comptées dans ce chiffre cinquante promesses d'embauche de travailleurs licenciés

d'Alstom. Ce qui n'a même pas encore été fait. Quant au fait que dans le secteur ferroviaire l'embauche est fermée, Forni et Chevènement disent vouloir... écrire à nouveau au PDG d'Alstom!

Du baratin à destination des travailleurs, pour ne pas imposer aux patrons et aux actionnaires de prendre sur l'argent qu'ils ont accumulé pour garantir nos emplois et nos salaires!

Correspondant LO

### Une saloperie de plus

Un camarade de l'IHT a accumulé les lettres, la semaine dernière: d'abord un passage P2 avec augmentation de salaire, et le lendemain il recevait la lettre de suppression de son poste. Bien qu'aucun licenciement ne soit justifié, celui de ce camarade ajoute à l'inhumain. En effet, il a une fille atteinte d'une grave maladie qui nécessite beaucoup de soins.

C'est sans doute comme cela que les hommes de la direction Alstom «versent» leur contribution au Téléthon.

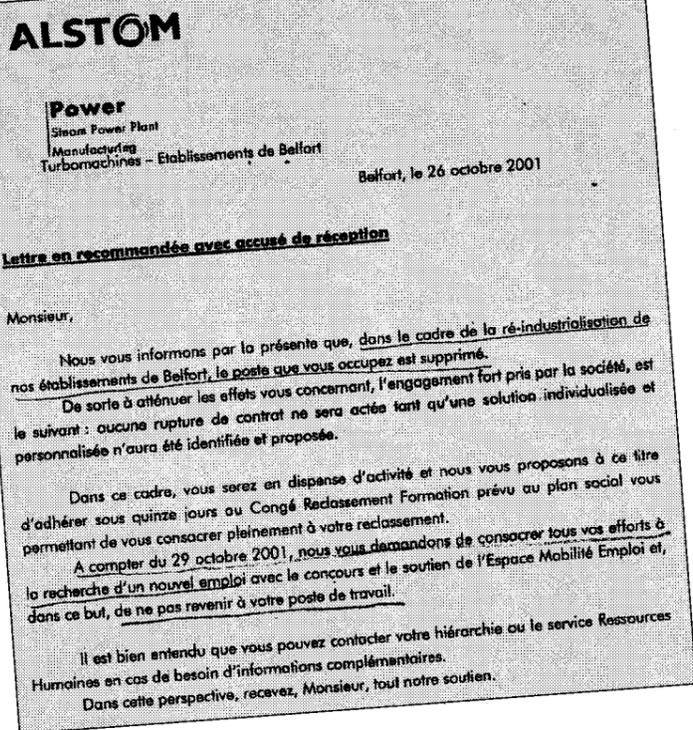
Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alstom-Belfort du 2 octobre 2001

### Enfin un débouché

Un camarade dont le poste a été supprimé à l'IHT a su que sa demande de mutation à MSA était refusée parce qu'il avait été... boucher dans sa jeunesse!

Le cabinet Altédia, MSA et le chef d'atelier ont voulu le convaincre que la seule solution d'avenir passait par un retour à la boucherie, après vingt ans passés à l'Alstom aux barres stator.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alstom-Belfort du 16 octobre 2001



Si aujourd'hui, d'après la direction, son plan est terminé, d'après les comptages des syndicats, environ

deux cent cinquante travailleurs ont d'ores et déjà reçu cette lettre, et près de deux cents se retrouvent «sans

## Magneti- Marelli Amiens

# FIAT A REÇU... MAIS PAS ASSEZ!

La direction du groupe Magneti-Marelli, filiale de Fiat, qui ferme son usine d'Amiens avait d'abord prévu un plan dit «social» à minima. La situation a évolué après que plus de 400 travailleuses d'Amiens se sont rassemblées, à Nanterre, au siège social, en région parisienne. La fumée de quelques palettes et caisses de tableaux de bord automobiles et la déclaration théâtrale du responsable de Magneti, «On est en train d'incendier les bâtiments», ont accéléré l'annonce de la décision directoriale.

En plus des indemnités légales, la direction accordait, le soir même, 150 000 F pour tous les licenciés (quelques centaines), plus 5000 F par année d'ancienneté.

Cela représente 300 000 F pour 30 ans d'ancienneté.

Cela prouve que l'entreprise, soi-disant obligée de fermer pour raison de difficultés financières, a en réalité l'argent dont elle ne cède que quelques miettes. De quoi nous donner le goût des voyages, en région parisienne en tout cas.

Au soulagement de ne pas être jetés à la rue sans un sou a succédé le sentiment que c'est peu cher payé pour avoir trimé en production pendant 25 à 30 ans en moyenne, avec des cadences sans cesse croissantes et une santé usée: arthrose, inhalations dangereuses en sérigraphie, usure nerveuse, etc. (Au fait, qu'en sera-t-il de la prise en charge de ces maladies professionnelles non reconnues qui peuvent empirer après que nous avons quitté l'usine?)

Durant les négociations, de nombreux salariés avançaient le chiffre de 15 000 F par année d'ancienneté. La direction a été trop

heureuse de se saisir de la proposition de 5 000 F d'un des responsables syndicaux CFDT et de s'en tirer ainsi à bon compte. Mais, dès vendredi, des affichettes réclamant «plus d'argent» décoraient certains ateliers.

Car si on entre dans le détail, cela ne fait pas le compte: la cinquantaine de préretraités (à 52 ans) ne touchera qu'environ 6000 F par mois et pas d'indemnité de licenciement. Les licenciés auront, eux, droit au maximum à 45 mois de chômage payés 57,4% de leur salaire (non dégressif à condition qu'ils entrent dans le cadre du Pare). Ainsi, une ouvrière de 47 ans (moyenne d'âge dans l'entreprise) ayant travaillé 20 ans dans l'usine, aura droit à environ 30 mois de cette maigre pension de chômage (période durant laquelle elle devra, pour compléter, entamer une prime de licenciement déjà amputée par les impôts). Ensuite, vu la situation de l'emploi dans la Somme (9000 offres d'emplois pour 20000 demandes sur l'année écoulée), cette ouvrière risque de devoir épuiser en deux ou trois ans le reste de sa prime, avant de se retrouver avec seulement le RMI.

Des profits, Fiat en fait. Les carnets de commandes du secteur automobile sont pleins. Ces dix dernières années, les actionnaires ont doublé, triplé leurs fortunes. Ils peuvent donc largement augmenter les primes de licenciement.

Un nouveau voyage au siège social est prévu pour le 4 décembre. La fumée de quelques palettes et la simple crainte d'un véritable coup de colère des travailleurs ont déjà conduit les patrons à faire un premier pas dans la bonne direction. De quoi avoir envie de leur donner de bonnes sueurs froides prochainement!

## Nestlé Beauvais (Oise)

# LA DIRECTION IMPOSE QUINZE JOURS DE CHÔMAGE TECHNIQUE

Après avoir annoncé la suppression de 168 emplois d'ici à deux ans sur l'usine de Beauvais, qui produit les surgelés Maggi (ex-Findus) et les crèmes glacées Gervais, Nestlé vient de récidiver en programmant deux semaines de chômage technique pour la majorité du personnel des Surgelés, soit à peu près 700 personnes sur un effectif total de 1051.

La direction justifie cette mesure par une baisse de production de 11,6% par rapport à l'année précédente. Elle affirme «ne pas pouvoir assurer du travail à tout le monde», et impose la fermeture complète de l'usine pendant une semaine, et une deuxième semaine de chômage technique par roulements.

Compte tenu de l'indemnisation de 50% par l'Etat, nous allons tous perdre brutalement entre 1200 F et 1800 F selon nos salaires. Mais Nestlé n'envisage pas un instant de mettre la main à la poche pour compenser notre manque à gagner. Cela ne lui coûterait pourtant qu'un million de francs, soit une semaine de profit (55 millions sont versés aux actionnaires pour 2001), deux

millions tout au plus si Nestlé prenait en charge la participation de l'Etat. Ce serait pourtant la moindre des justifications que ce chômage technique soit payé par les bénéfices des actionnaires, plutôt que sur l'argent des impôts ou sur nos salaires.

Le chômage technique a débuté le lundi 5 novembre pour une partie du personnel. Pour la plupart nous avions été prévenus par lettre, certains même par téléphone. Une partie s'est quand même présentée au travail. Le chef du personnel nous attendait, et sans même dire bonjour, nous a montré la porte!

Cela a provoqué de l'amertume et de la colère, particulièrement parmi les ouvrières. «Je n'ai pas demandé à faire du chômage!», «Nous faire ça à la veille des fêtes, quand on a prévu des dépenses!», «Et comment vais-je rembourser mon crédit?» «Je vais être obligée de prendre sur mes économies»: il a eu droit à une série d'apostrophes d'autant plus justifiées que, le même jour, la cadence de travail passait de 40/42 «charges» à 45/47, soit une élévation de cadence de 12,5%!

Marignac  
(Haute-Garonne)

# MANIFESTATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

**La lutte continue dans le Comminges (Haute-Garonne) et dans l'Ariège, où deux usines sont menacées de fermeture. Après l'annonce du projet de fermeture de l'usine Pechiney Electrometallurgie à Marignac (au sud du département de la Haute-Garonne) au mois d'avril, c'est au tour de l'usine de Riz la + de Mazère, qui fabrique du papier à cigarettes, qui est menacée de fermeture depuis le 9 octobre.**

Samedi 10 novembre, une manifestation des salariés de ces deux usines a été organisée à Saint-Gaudens (sous-préfecture de la Haute-Garonne) et a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Ils sont bien décidés à se battre et à faire «échec à la logique du Medef et de leurs complices» comme l'écrit un tract distribué par un salarié de Pechiney. «Le patronat se comporte comme des terroristes, il détruit notre travail, notre environnement, nos familles, agressant nos enfants» pouvait-on encore lire sur ce tract.

Au travers de ces deux usines, c'est bien toute une région avec des centaines de

familles qui est menacée par le chômage. Pechiney Marignac emploie 250 personnes et fait travailler près de 400 personnes de plus indirectement. Depuis l'annonce du projet de fermeture de l'usine au mois d'avril, les salariés ont fait parler d'eux avec le soutien des habitants de la vallée. Ils ont séquestré le directeur de l'usine, ont organisé plusieurs manifestations dans la région, ont aussi participé à des manifestations à Toulouse. Et il y a eu la montée à Paris pour empêcher la tenue d'un comité central d'entreprise (voir LO n°1714)...

Suite à leurs différentes

actions, Jospin a reçu les syndicats pour leur dire qu'il fallait respecter le cadre de la loi républicaine, en faisant allusion à la séquestration du directeur, et pour préciser que ce n'était pas de son ressort, qu'il ne peut pas intervenir dans les affaires d'une entreprise privée et renvoyant les syndicats aux CCE de l'entreprise. Il lui a été répondu que «entrer dans les CCE c'est comme rentrer dans le couloir de la mort, aucune boîte ne s'en n'est jamais sortie» et que «les salariés de Pechiney continueront de faire parler d'eux, il n'y aura pas d'accalmie».

La production est actuellement arrêtée, mais les ouvriers sont toujours à leurs postes de travail. L'avenir reste incertain, la procédure de fermeture suit son cours, la direction ne propose qu'un éventuel maintien d'une trentaine d'emplois dans un projet industriel sur le site. De tout cela il n'en est pas question pour les salariés de l'usine,

c'est l'ensemble des 250 personnes qui doivent rester.

Quant à l'usine de Riz la + qui produit du papier à cigarettes à Mazères, elle emploie 62 ouvriers (dont 36 ouvrières) et 5 emplois CDD. C'est une usine qui est largement bénéficiaire. Sur un chiffre d'affaires de 84 millions de francs, le bénéfice net s'élève à 10,8 millions, en augmentation de 14% par rapport à l'exercice précédent. L'usine appartient à la multinationale britannique Imperial Tobacco. La façon dont l'annonce de fermeture a été faite aux salariés le 9 octobre donne une idée du mépris qu'affiche le patronat. Graham Bolt, directeur du groupe Imperial Tobacco, a déclaré aux ouvriers de l'usine que «après une analyse stratégique complète et très approfondie», il était arrivé «à la difficile et regrettable conclusion que la capacité de cette usine excède les besoins» et qu'il envisageait «sa fermeture vers la fin de l'été 2002»

ajoutant avoir «conscience du fait que cette annonce sera un choc pour vous et qu'il vous faudra rassembler vos esprits». C'est pourquoi, il proposait «d'interrompre la production jusqu'à demain à la même heure, afin que vous ayez le temps de parler avec votre famille, vos amis, vos collègues!...». Cette annonce a soulevé la colère et les salariés de Riz la + sont déterminés à se battre pour le maintien de tous les emplois sur l'usine.

A Pechiney comme à Riz la + les travailleurs sont donc bien décidés à se battre pour défendre leurs emplois et à faire encore parler d'eux dans les semaines à venir. En tout cas, cette manifestation commune confirme «la nécessité de l'interdiction partout des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices», comme cela a été affirmé à la fin de la manifestation par un comité d'action regroupant des représentants des travailleurs, mais aussi des associations locales.

Grève dans  
un Mac Do  
Paris

ÇA SE  
PASSE

COMME ÇA  
CHEZ McDONALD'S!

Depuis le 24 octobre, le personnel du restaurant McDonald's de Strasbourg-Saint-Denis, à Paris, est en grève. Les employés réclament une amélioration de leurs conditions de travail et de salaire, et surtout l'annulation des procédures de licenciement contre cinq d'entre eux, que le gérant du restaurant accuse de détournement d'argent, ainsi que des poursuites pour ces accusations.

Dans ce McDonald's, il y a eu trois gérants en un an. Le dernier, arrivé en août, dit avoir constaté dans la comptabilité un détournement de un million de francs qu'il a d'abord imputé à un des employés, comme par hasard le délégué syndical, contre qui il a entamé une procédure de licenciement. Devant la réaction spontanée des employés qui se sont mis en grève contre cette procédure, le gérant a attaqué à nouveau en demandant le licenciement de deux managers et de deux autres employés et en portant plainte contre X pour détournement d'argent.

Les conditions de travail sont dures dans ces restaurants et les salaires bas. La plupart des employés sont des jeunes embauchés à temps partiel (3 500 F pour 89 heures mensuelles) ou des étudiants qui viennent gagner un peu d'argent en même temps qu'ils continuent leurs

études. Les managers (encadrement qui organise le travail) ne sont pas mieux lotis: ils subissent la pression du gérant pour faire du chiffre. La pression et le mépris sont tels que les employés ne restent pas et que le personnel «tourne». Les gérants de ce genre d'établissement croient avoir un personnel corvéable à merci. Or, à ce Mac Do de Strasbourg-Saint-Denis, un délégué combatif comptait présenter une liste CGT aux prochaines élections de délégués. Est-ce ce qui a déplu au nouveau gérant? Toujours est-il que les procédures de licenciement engagées concernent les cinq personnes qui étaient candidates...

Les grévistes ont installé un piquet de grève devant le restaurant fermé et distribuent des tracts à la population qui, dans ce quartier populaire de Paris, manifeste sa solidarité en signant la pétition de soutien et en versant un peu d'argent. Une conférence de presse a été organisée le 9 novembre. Les grévistes ont contacté un autre Mac Do du 11<sup>e</sup> arrondissement, dont le gérant n'est autre que leur propre gérant! Des négociations sont en cours pour l'arrêt de la procédure de licenciement, pour le retrait de la plainte. Les employés sont déterminés à obtenir ce qu'ils réclament.

Magasin  
Kiabi  
Béziers

45 JOURS  
DE GRÈVE  
DES  
VENDEUSES

Depuis le 29 septembre, les salariées du magasin Kiabi à Béziers sont en grève pour s'opposer au licenciement abusif d'une des leurs, et pour la revalorisation de leur contrat de travail à temps partiel.

Le magasin fait partie de la chaîne de magasins Kiabi (84 en France), qui appartient à Mulliez, l'une des toutes premières fortunes de France, propriétaire par ailleurs de Auchan, Norauto, Decathlon, Leroy-Merlin...

A Kiabi, comme dans beaucoup d'enseignes de la grande distribution, les conditions de travail et de rémunération sont des plus mauvaises, et la répression antisyndicale est courante. Les salaires sont au niveau du Smic horaire sans 13<sup>e</sup> mois, les contrats de travail des vendeuses sont tous à temps partiel, de 20 à 30 heures maximum, ce qui fait des salaires mensuels de 3000 à 4500 F.

Face à cette situation, en 1995, un syndicat CGT s'est créé et des luttes ont permis d'imposer entre autres choses le passage des vendeuses en CDI, la revalorisation de nombreux contrats, une prime de 1 000 F pour tous les salariés, et de s'opposer à deux licenciements, dont celui d'une déléguée syndicale.

La direction n'a jamais admis qu'on s'oppose à ses méthodes et que les salariées revendiquent. Elle essaye aujourd'hui de se débarrasser à nouveau d'une

employée ayant un mandat de déléguée syndicale. Cette répression a déclenché la colère de ses camarades de travail, dont seize se sont mises en grève pour exiger sa réintégration. Depuis, le directeur multiplie les pressions et les marques de mépris pour les salariées en lutte depuis maintenant 45 jours, et dont la détermination reste intacte.

Cette lutte rencontre un large soutien parmi les clients et la population alentour, car la répression antisyndicale, les faibles rémunérations et la précarité de l'emploi (CDD et temps partiels) à Kiabi-Béziers ne sont pas une exception, mais plutôt la règle, notamment dans le commerce et la grande distribution. Plus de 5 000 signatures de soutien ont été réunies, des actions d'information par tracts en direction d'autres salariés de Kiabi ont eu lieu à Montpellier, Perpignan et Nîmes, et le magasin est régulièrement bloqué avec l'aide du comité de soutien qui s'est mis en place. Des collectes de solidarité avec les grévistes sont organisées et un dispositif de soutien financier à la lutte a été mis en place par l'UL-CGT de Béziers.

La détermination des grévistes à populariser leur lutte auprès de la population et des autres salariés devrait permettre de l'emporter face aux méthodes d'un patronat qui se croit décidément tout permis.

## HAUSSE DE LA PRÉCARITÉ

Jack Lang s'est félicité de la dernière rentrée scolaire, une rentrée qualifiée de « réussie », expliquant que tout avait été mis en œuvre pour que chaque classe ait un professeur. Mais derrière le satisfecit du ministre, il y a la réalité quotidienne vécue dans les établisse-

ments scolaires par les enseignants et l'ensemble des personnels. Celle-ci est à mille lieues de la propagande ministérielle : postes non pourvus, personnel absent non remplacé, augmentation de la précarité. De ce dernier problème, le ministre ne s'en vante guère. Et pour cause !

La loi Sapin prévoit la résorption de la précarité qui ne cesse de se développer comme en témoigne le nombre croissant d'enseignants, d'ouvriers d'entretien, de secrétaires, d'agents d'intendance non-titulaires, aux statuts divers, qui secondent le personnel titulaire notoirement en sous-effectif. Bien des collèges et lycées ne pourraient d'ailleurs fonctionner sans ce personnel précaire que l'administration sous-payée, exploite, et dont elle se débarrasse sans autre forme de procès lorsqu'elle n'en a plus besoin. Aux 400 maîtres-auxiliaires embauchés à la rentrée dans la seule académie de Créteil, s'ajoutent 1 400 contractuels. Sans oublier les centaines de vacataires dont le nombre a littéralement explosé. Pour faire bonne mesure, il faudrait également prendre en compte les centaines d'aides-éducateurs et de CES (contrats emploi-solidarité) de l'académie. Selon le SNES, principal syndicat du second degré, il y aurait aujourd'hui près de 30 000 enseignants

précaires, dont 16 000 maîtres-auxiliaires dans l'Education nationale. Maîtres-auxiliaires et contractuels représenteraient environ 6 % du corps enseignant, chiffre variant entre 4 et 12 % selon les académies.

Directement recrutés par les chefs d'établissements et les rectorats, payés 225 francs brut de l'heure effectuée, les vacataires n'ont aucun droit : ni vacances, ni chômage, ni Sécurité sociale. Ils sont remerciés dès leurs 200 heures de vacation finies. La situation des contractuels recrutés par les rectorats n'est guère plus encourageante. A tout moment, l'administration peut mettre fin à leur contrat. Particulièrement choquant est, en ce début du mois de novembre, tout juste deux mois après la rentrée, la situation salariale de nombreux contractuels qui n'ont toujours pas été payés. Tandis que ceux qui n'ont pas encore obtenu de poste attendent leurs indemnités chômage ! Mais de cela, Jack Lang n'en a cure, bien plus attentif aux effets médiatiques de ses discours qu'à la paye du personnel précaire de l'Education nationale. Cette situation de précarité n'est cependant pas nouvelle : elle s'est surtout aggravée ces dernières années. Le gouvernement

y trouve son compte et l'organise, en limitant volontairement les postes aux concours et refusant de titulariser les personnels en place. Il prétend même lutter contre la précarité, si l'on en croit le ministre (voir article ci-dessous).

Aujourd'hui, les salariés précaires de l'Education nationale sont souvent isolés et se heurtent aux préjugés catégoriels existant dans la profession, notamment parmi les certifiés et les agrégés. Loin d'être combattus, ces préjugés sont même relayés par des syndicats comme le SNES, jusqu'à certains militants de l'Ecole Emancipée, également sensibles aux réflexes corporatistes du corps enseignant. Le SNES évoque « la lutte contre la précarité » mais... en paroles ! Craignant surtout de heurter les préjugés des professeurs, il se refuse à promouvoir une lutte d'ensemble pour y mettre fin en réclamant, par exemple, la titularisation immédiate de tous les personnels non-titulaires de l'Education nationale sans aucune condition de concours, d'ancienneté ou de nationalité. Cette revendication est cependant la seule légitime, dans la situation actuelle.

René CYRILLE

### Lycée Jean-Jaurès Montreuil (Seine-Saint-Denis)

## CLASSES SURCHARGÉES

La cité scolaire Jean-Jaurès rassemble 1 463 lycéens et 343 collégiens de milieux populaires, qui, pour beaucoup, rencontrent des difficultés dans les études. Il y a ainsi 18 secondes pour 14 premières et 13 terminales avec un fort taux de redoublement en classe de seconde. Un mois après la rentrée scolaire, des élèves non affectés dans d'autres établissements, arrivaient encore, bourrant ainsi les classes de seconde jusqu'à atteindre 33 élèves en moyenne, et les premières et terminales STT (filiales technologiques) de 34 à 35 élèves. De nombreux enseignants ont alors exprimé leur ras-le-bol et ont dressé l'état des lieux.

Il faudrait des professeurs supplémentaires pour doubler les classes surchargées. Il manque aussi un CPE (conseiller principal d'éducation), deux surveillants, un agent de laboratoire, un ouvrier d'entretien, sans compter le personnel absent non remplacé. L'an dernier, un jeune du service national assurait 39h de surveillance. Ces heures n'existent plus cette année.

Pour accueillir tous les élèves du secteur, on nous promet, à chaque rentrée, pour la rentrée qui suit, l'ouverture de classes d'enseignement général dans le lycée professionnel Hénaff situé à Bagnolet. Cette fois encore, les travaux sont repoussés à septembre 2002, ce qui repousse l'ouverture de ces classes en... 2005. Nous estimons qu'il faudrait au

maximum 14 secondes dans le lycée Jean-Jaurès, avec des effectifs de 25 élèves pour enseigner correctement. Une majorité de professeurs dit qu'il faut refuser, dans une première étape, plus de 30 élèves par classe. Un tract, adressé aux parents, a donc été distribué aux élèves afin d'agir ensemble. Un responsable de la division scolaire du rectorat de Créteil a accepté de recevoir une délégation le 12 novembre, à 17 heures. Nous y sommes allés à une trentaine en arrêtant les cours une heure plus tôt.

Après plus d'une heure de discussion, il n'a pu accorder qu'un poste de surveillant et peut-être un poste en maintenance informatique, mais en supprimant un poste d'agent de service ! Des comptes d'apothicaire ! Pour le doublement de classes, pas de profs supplémentaires mais des heures supplémentaires si l'on présente un projet à l'appui ! En résumé, il faut crier plus fort et être plus nombreux pour lui faire ouvrir les cordons de la bourse.

Le lendemain nous avons donc décidé de nous mettre en grève. Nous allons aussi demander des comptes au Conseil régional où sont décidées les subventions pour l'aménagement des locaux scolaires. Le « respect à l'école », cela commence par donner des moyens suffisants à l'école publique plutôt que de laisser tout se dégrader et faire ensuite des leçons de morale dans des spots publicitaires !

## DES PRÉCAIRES JETABLES

Le ministre de l'Education nationale projette, en effet, de transformer les actuels maîtres-auxiliaires et contractuels en « attachés temporaires de l'Education nationale » (Aten). Ils seraient donc toujours des précaires, mais baptisés autrement. Ce n'est qu'un projet.

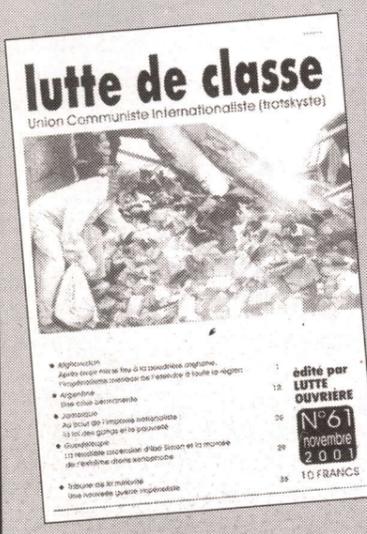
Ces Aten seraient destinés, entre autres, à remplacer les professeurs titulaires lorsqu'ils manquent pour différentes raisons,

maladie, formation ou autre. Jusque-là, le remplacement des enseignants titulaires manquants était assuré par des enseignants titulaires dont c'était la fonction. L'Aten aurait un contrat limité à trois ans, qui ne pourrait être reconduit qu'une fois, à condition que le candidat ait été admissible à l'écrit au concours permettant la titularisation. Mais admissible ne veut pas dire admis si le postulant échouait une seconde fois, il ne pourrait plus

enseigner et serait donc licencié.

Ce n'est qu'un projet, mais il en dit suffisamment sur les intentions du gouvernement, qui préfère garder un volant de précaires pour pouvoir « ajuster » les effectifs d'enseignants, c'est-à-dire pour pouvoir les diminuer plutôt que de diminuer le nombre d'élèves par classe en augmentant le nombre de professeurs. C'est sûrement ce que le gouvernement appelle se mobiliser pour l'emploi.

A.R.



### Lutte de Classe n°61 vient de paraître

**Au sommaire :**

- **Afghanistan**  
Après avoir mis le feu à la poudrière afghane, l'impérialisme menace de l'étendre à toute la région
- **Argentine**  
Une crise permanente
- **Jamaïque**  
Au bout de l'impasse nationaliste : la loi des gangs et la pauvreté
- **Guadeloupe**  
La résistible ascension d'Ibo Simon et la montée de l'extrême droite xénophobe
- **Tribune de la minorité**  
Une nouvelle guerre impérialiste